

SUPPLEMENT A LA REVUE ORIENTATIONS Numéro 17/18 Juin 1985

HEYSEL CONNECTION...

Ce n'est pas la première fois que les rencontres sportives, dans les stades, provoquent des morts et des blessés. Pourtant, ce qui s'est passé le 29 mai au stade du Heysel à Bruxelles a traumatisé l'Europe entière.

Pourquoi? Ce n'est pas uniquement à cause des 38 victimes d'une stupide bagarre de "supporters". Ce n'est pas uniquement dû au fait que cette bagarre a été transmise en direct auprès de 400 millions de téléspectateurs. Téléspectateurs! Il n'y a pas de terme plus juste: "télé" parce qu'on est loin, "spectateur" parce qu'on est purement passif.

Alors, 400 millions d'êtres passifs -dont votre serviteur- ont frémi non parce que des gens se faisaient trucider. Depuis la guerre-spectacle, depuis le terrorisme-spectacle, depuis les famines-spectacle, on est blasé.

Non, ils ont tremblé parce qu'ils ont pressenti que quelque chose basculait. Toute une série de symboles "sécurisants" se sont renversés. En direct. Et, enfin, les 400 millions de zombies (dont votre serviteur) ont commencé à faire marcher ce qui doit leur servir -en principe- de cervelle.

D'abord, ils ont assisté au triomphe de l'irrationnel sur le rationnel. A quoi riment ces "supporters" ivres qui gueulent, à tue-tête, la gloire de "leur" équipe? Quel est le sens d'une tuerie purement gratuite? Quelle image donnent ces "autorités" paniquées et pleurnichardes -qu'il s'agisse du clown Nothomb qui se prétend Ministre de l'Intérieur ou de ce grassouillet de Brouhon qui est, paraît-il, bourgmestre de la "capitale" de l'Europe, ou encore de ces porcs tremblotants des "unions" internationales et nationales de football -devant leur incapacité à faire face à l'événement?

Ensuite, toute une série de "valeurs" se sont effondrées en quelques minutes. Ou plutôt, leur effondrement s'est confirmé par ce qui -après tout- n'est qu'un "non-événement". En soi, face aux dizaines de milliers de morts quotidiens des guerres lointaines, de la route, de la pollution, etc., les 38 victimes du Heysel représentent bien peu de choses. Pourtant, leur martyr a laissé une marque indélébile dans les esprits des zombies.

Quelles sont ces "valeurs"?

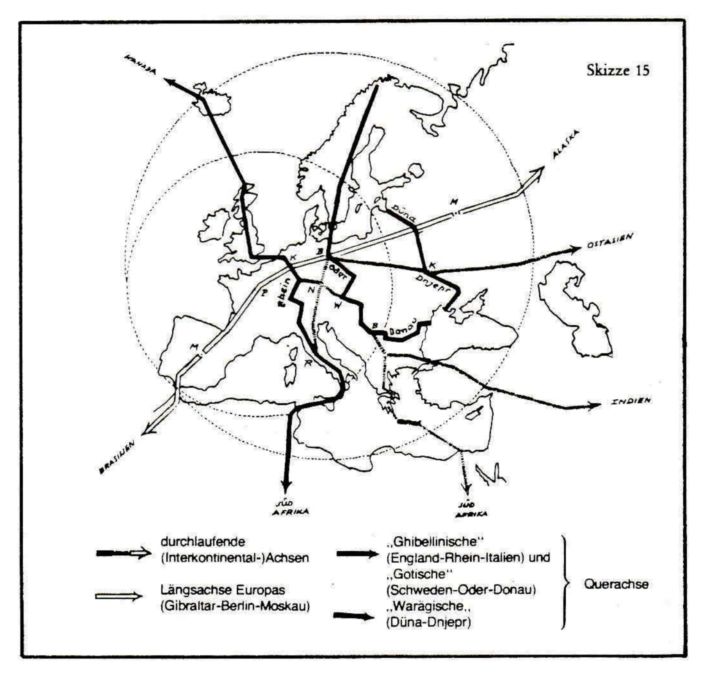
La première est le faux prestige. Ces équipes de football que notre société-spectacle monte en épingle, ne sont en fait que des "lobbies" où s'affrontent les intérêts les plus sordides. Depuis longtemps, on sait que le "sport" a quitté les stades pour faire place à un affrontement permanent de mercantilisme. Les matchs sont truqués et on a volontairement troqué les valeurs réelles d'un sport noble qui alliait les qualités physiques aux dons de tactique et de stratégie en y ajoutant l'esprit d'équipe, contre la "triche", les juteux "transferts" et la corruption la plus dégoûtante.

Le site du Heysel lui-même est symbolique. Il a été choisi dans les années 50 pour la fameuse exposition "universelle" de 1958. C'est à cette époque que le stade fut "modernisé". Et l'on construisit ce

suite page 2

QUELLE EUROPE?

Les récentes évolutions macro-politiques en Europe nous amènent à nous interroger sur le devenir de notre continent européen. Il apparaît à l'évidence que les anciennes structures (que les historiens persistent, malgré tout, à qualifier de "modernes"), les Etats-Nations, sont des **obstacles** historiques à l'émergence d'une entité **impériale** européenne. Les institutions étatiques nées du mouvement des idées du XVIIème et du XVIIIème siècles, institutions marquées par une centralisation politique **et** culturelle sont aujourd'hui des formes **transitoires** du système occidental. D'un certain point de vue, celui des partisans d'une Europe gibeline des "nations", il semble que les Etats souverains contemporains représentent l'essence même d'une vision égalitaire et libérale des peuples. Les Etats-Nations, d'idéologie jacobine, sont les relais privilégiés d'un système planétaire d'organisation des peuples. L'universalisme du système se confond de plus en plus avec le cosmopolitisme individualiste de l'Occident. Or, une Europe indépendante des blocs soi-disant impériaux -mais il ne faut pas confondre la notion d'Empire telle qu'elle fut définie dans l'idéologie gibeline et l'impérialisme né au début du XIXème siècle- se doit de favoriser les cohésions nationales au sein de son aire géopolitique. L'Europe impériale est opposée à toute évolution nationale-étatique de type jacobin. Bien au contraire, cette Europe est tout d'abord celle des **Peuples-Nations.** Le



Cette carte tirée du livre de Jordis von Lohausen nous présente la dynamique géopolitique du sous-continent européen. Le livre du Général von Lohausen est paru voici quelques jours à Paris (Editions Le Labyrinthe). Il sera disponible très bientôt à notre service librairie. Sous cette carte dessinée par Lohausen, la légende suivante était imprimée: dès la fin des croisades et la chute des Hohenstaufen, l'axe majeur en Europe occidentale s'est déplacé vers l'Est. Au départ, il était essentiellement celui qui partait de la Mer du Nord, passait le long du cours du Rhin et aboutissait en Sicile. Désormais, ce sera celui qui part de la Baltique, suit le cours du Danube et aboutit en Turquie. L'axe géopolitique transversal en Europe deviendra la ligne Madrid-Paris-Moscou. Avec l'irruption de la Prusse dans le concert des grandes puissances, puis celle de la Russie, cet axe transversal acquerra de plus en plus d'importance. L'intervention des puissances thalassocratiques (Angleterre puis Etats-Unis) repoussera toujours plus à l'Est le noyau central autour duquel s'appuye la principal puissance continentale. Aujourd'hui, c'est la Russie.

non-sens architectural qui s'appelle "l'atmium" à la gloire de la "jeune" science nucléaire. On sait ce qu'il en est aujourd'hui.

Le vaniteux orgueil de faux dirigeants a fait du Heysel le symbole d'un pays décadent et incapable d'assumer son histoire. L'Expo'58 a précédé la catastrophe congolaise et tandis qu'aujourd'hui les palais du Heysel servent aux examens de recrutement de facteurs, le stade est transformé en piège mortel.

La seconde fausse valeur est l'orgueil pseudo-national. Des supporters des deux équipes ont déclaré qu'ils étaient prêts à "mourir" pour leurs idoles. Ils sont servis! Quand un ouvrier face aux gendarmes, meurt pour ses camarades et son emploi, nous disons qu'il est un homme digne. Quand un partisan se fait tuer pour une cause qu'il croit juste, nous disons qu'il est un homme digne. Quand des hommes, quels qu'ils soient, risquent leur vie, pour en sauver d'autres, nous disons qu'ils sont dignes. Mais quand des "supporters" s'affrontent au nom de dieu sait quel "esprit d'équipe" et tuent ou se font tuer, nous disons qu'ils sont de pauvres types.

Car enfin que représentent ces équipes de foot avec tous leurs drapeaux, leurs chants soi-disant guerriers? Que représente un "but"? Comment ces multitudes de "supporters" n'ont-elles pas compris que ce sinistre cinéma n'est qu'un piège sordide?

Oui, le drame du Heysel -en définitive- est la preuve que dans le cerveau fatigué de nombreux êtres, tout esprit critique a disparu.

La troisième "valeur" qui s'effondre est celle de l'autorité de l'Etat. Après tout, contestataire ou non, chacun d'entre nous avait le timide espoir que les "autorités" auraient finalement toujours le dessus, quels que fussent les excès qu'on commette. Espoir déçu!

Et nous ne résistons pas au plaisir de vous livrer l'excellente analyse qu'un psychologue de l'Université de Louvain-la-Neuve a faite pour le journal **Le Soir**. *Selon lui, les forces de l'ordre ont été subjuguées par les "hooligans" britanniques. Il s'est produit une sorte d'effet de vainqueur à vaincu* **avant** *la bataille. Cela expliquerait la passivité des policiers et gendarmes* **avant** *le drame.*

Il faut rappeler quelques faits probants: des supporters des deux camps étaient arrivés en Belgique plusieurs jours avant le match et il y avait déjà eu des incidents graves, notamment à Ostende avec des "supporters" anglais. Aucune réaction des forces de l'ordre. Dans la journée du 29 mai, "hooligans" et "tifosi" ont envahi le centre de Bruxelles en y provoquant force tapages avec hold-up en prime, sans que la police ou la gendarmerie ne se montrât. A l'entrée du stade, les fouilles étaient plus que sommaires, au point qu'un groupe de supporters a pu percer un mur de béton dans le stade pour permettre à des resquilleurs d'y pénétrer!

Toutes les pièces du jeu étaient donc en place. Le drame pouvait commencer.

Et quelles pièces: hooligans et tifosi ivres de bière et de violence, manipulés peu ou prou par des groupes anarcho-fascisants (la bonne excuse pour ceux

suite page 19

débat sur la future structure impériale européenne tourne donc autour de cette question fondamentale: **l'Europe des nations ou l'Europe des Etats-Nations** ?

Au fond, cette question soulève de nombreux problèmes qui réclament des solutions. Problèmes de nature idéologique bien entendu, mais aussi de nature juridique et politique et, enfin, de nature économique. Des notions aussi essentielles que celles du pouvoir, de l'Etat ou du peuple demandent à être analysées dans une perspective proprement "révolutionnaire". L'articulation que nécessite une réponse cohérente (mais non définitive, puisqu'il s'agit. là d'un **débat**, et non d'un dogme), articulation entre tous ces concepts essentiels sera la base d'un projet global et historique.

Les travaux du juriste allemand Carl **SCHMITT**, récemment décédé, nous permettent une première réflexion. La nation, entendue comme communauté historique se pensant comme telle, s'inscrit dans une problématique conflictuelle. En d'autres termes, l'unité d'un groupe est le résultat d'une opposition à d'autres groupes environnants. Et, par la suite, comme génération spontanée de ce sentiment d'opposition, nait l'**unité communautaire**. Et le sens du politique. La définition de l'ennemi chez **SCHMITT** "informe" l'unité future du groupe. On remarquera que les nations retrouvent en quelque sorte leur sentiment unitaire quand elles ressentent avec acuité cette présence de l'Autre. Le phénomène Le Pen est en somme analysable comme une réaction de peur, et d'angoisse, face à la présence d'une communauté perçue comme "autre" (même si, en fait, cette "communauté autre" n'est pas homogène, mais hétérogène). L'altérité est un facteur d'agrégation. Elle peut même se transformer en facteur de renfermement et d'entropie volontaires. Le racisme des tribus primitives les unes par rapport aux autres est un exemple de ce "renfermement". Pour trouver l'équilibre nécessaire entre cette unité indispensable à la survie de tout groupe humain et l'ouverture-au-monde que réclame tout organisme vivant, un second principe nous apparait important. C'est la **définition du "camarade"**, qui est l'antithèse complémentaire du premier concept, celui de la désignation de l'ennemi. De leur synthèse -synthèse au sens où l'entendait **GOETHE**, c'est-à-dire une synthèse qui n'annule pas les composants mais les dépasse dans un mouvement proprement ascendant- nait en résultat la **communauté totale du peuple**. Cette synthèse recouvre en partie une notion très moderne dans sa conceptualisation: celle du politique.

Le politique n'est pas, en effet, le simple discours qui sous-tend l'organisation de la Cité. Les institutions politiques d'un peuple sont l'expression de sa spécificité. Toute synthèse étant unique et, en conséquence toute définition cohérente du politique, il en découle que le politique est un concept **en devenir**. C'est un concept **historique**, même s'il prétend s'appuyer sur des valeurs éternelles. La tradition politique européenne se reconnait dans cette définition du politique. Les politologues européens qui ont dégagé les valeurs structurantes de la communauté historique (**MOMMSEN, TOYNBEE, TOCQUEVILLE**) furent aussi des historiens à part entière. Le facteur temps jouait dans la réflexion globale un rôle qui était loin d'être négligeable.

Ces quelques réflexions personnelles nous ramènent enfin au sujet de cet article. L'Europe d'aujourd'hui se construira en retrouvant les processus de base de toute politique. Définir l'ennemi, englober l'ami dans un concept constructif (l'Empire) et, enfin, rattacher ce processus au long terme, qui est celui de l'Histoire.

Définir l'ennemi consiste, pour l'Europe, à constater un état de fait. Depuis la fin du second conflit mondial, l'Europe est un territoire occupé. L'Occident a transformé ce que l'on a coutume d'appeler l'Europe de l'Ouest en zone d'occupation américano-occidentale. La présence des troupes de l'OTAN dans des bases stratégiques, l'installation dans plusieurs pays européens de missiles nucléaires pointés sur les territoires européens de l'Est: ces éléments sont autant de signes de la présence d'une armée occidentale d'occupation. Il faut bien entendu y ajouter toutes les autres formes du système néo-colonial, en particulier, les occupations culturelle et économique. Quant à l'Europe Centrale et Balkanique, elle est soumise au diktat des forces armées du Pacte de Varsovie, elles-mêmes soumises à l'Etat-Major soviétique. Ce constat fait, il est évident que l'ennemi est essentiellement représenté par les deux superpuissances et par leurs complices intérieurs. Les cinquièmes colonnes occidentale et soviétique sont de tristes réalités: des Européens collaborent à la soumission de notre continent aux forces étrangères impérialistes.

Après avoir défini l'ennemi, il est ensuite nécessaire de repérer ceux qui, dans le monde, sont les alliés potentiels de l'Europe impériale. Cette recherche débouche immanquablement sur un projet géopolitique. Quelques propositions nous semblent évidentes. D'abord l'alliance naturelle avec le Tiers-Monde et, au sein de cette entité très plurielle, avec le monde arabe. Ensuite le développement, pour des raisons objectives, de relations avec le monde de l'Océan Pacifique. Enfin, une alliance mondiale avec les forces de libération nationale d'Amérique Latine; par exemple avec le Pérou national et démocratique contre le gouvernement chilien, complice des intérêts américains sur le continent sud-américain. L'Europe impériale ayant clarifié sa position vis-à-vis de ses amis, peut et doit définir ses propositions pour une nouvelle organisation interne continentale.

Et c'est ainsi que nous revenons au sujet de notre réflexion. Il est certain que nous ne prétendons pas ici régler définitivement cette question historique. Seulement quelques propositions peuvent nous permettre de mieux appréhender une éventuelle solution. Nous restons donc dans le domaine incertain des hypothèses.

1) Première proposition:

L'Etat-Nation tue toute évolution vers une unité européenne de type impérial. On ne peut construire notre unité qu'en s'opposant de façon claire et radicale aux structures libérales-jacobines. L'Etat-Nation favorise notre division donc notre position d'infériorité. Face aux superpuissances, il est indispensable de réaliser notre unité, garante de notre indépendance.

2) Deuxième proposition:

L'Europe sera impériale ou ne sera pas. L'Empire est la forme et l'essence de notre devenir historique. Ce concept est à la fois un concept spirituel et organique. Il assure la nécessaire cohésion pour notre défense, représente un front uni dans nos relations internationales. Concept organique, l'Empire respecte les identités

dont l'Europe se compose, tout en symbolisant sa spécificité universelle.

3) Troisième proposition:

L'Empire est un composé de "nations" qui, à leur niveau, sont des éléments essentiels de son existence. Dans cette optique, les "jeunes-nationalismes" européens sont des mouvements positifs, puisqu'ils donnent à chaque peuple d'Europe le sens de leur enracinement, de leurs racines culturelles. Pour ma part, en tant que Corse, je soutiens le combat des nationalistes corses, du mouvement national corse, et de **toutes** les formes de lutte de libération nationale que ce dernier emprunte. Ma position est identique pour toutes les luttes ethno-nationales en Europe, par exemple en Irlande ou en Pays Basque, en Flandre ou en Bretagne... Ces luttes sont des tentatives historiques de destruction des Etats-Nations, donc des relais du système occidental. Conjuguées avec une idéologie impériale européenne, elles sont les avant-gardes de notre unité.

4) Quatrième proposition:

L'Empire européen sera le cadre historique des nations ethno-historiques dont les contours se dessinent aujourd'hui. Il convient que les militants de ce projet hautement traditionnel soient conscients de la stratégie à suivre.

Ces quatre propositions que nous vous avons soumises sont évidemment quelques jalons de réflexion. Elles appellent précisions et mises en forme. Il reste que la restauration de notre unité s'accompagne d'une réflexion sur la notion du politique et d'une traduction sur le terrain du réel. Nous espérons que les lecteurs de **Vouloir** nous apporteront par la suite leurs sentiments sur une question qui nous apparaît, à ce stade de colonisation de nos peuples, comme urgente et vitale.

Ange SAMPIERU.

LES CONCEPTIONS MILITAIRES DEFENSIVES

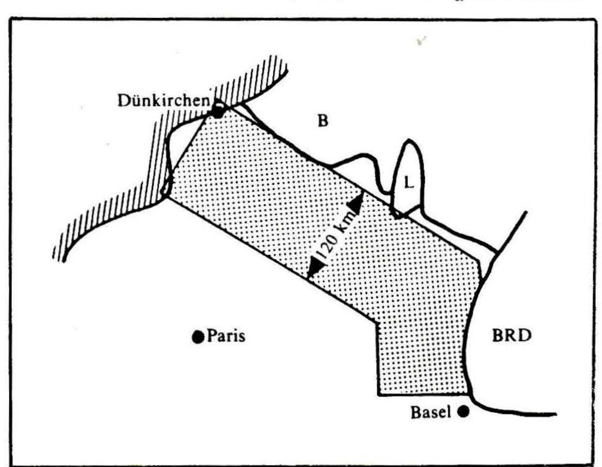
Les conceptions militaires "défensives" ne sont guère connues en dehors de l'Allemagne Fédérale et des pays neutres qui la pratiquent, l'Autriche et la Suisse. La parution aux éditions **La Découverte** d'un livre du polémologue ouest-allemand Horst **AFHELDT** nous permet de découvrir une autre pensée militaire, une nouvelle approche de la défense.

Les protagonistes de cette défense alternative partent de deux prémisses: 1) **éviter** la guerre n'est possible qu'en déployant des moyens militaires et 2) l'actuelle stratégie de l'OTAN n'est pas la stratégie préventive adéquate. L'objectif global, c'est de se donner des moyens militaires tels que l'on ne doive pas craindre que la prochaine crise risque de conduire à la catastrophe. Et l'Europe, terrain plus que probable d'un affrontement qui opposerait les Etats-Unis et l'Union Soviétique, ne peut permettre, ne peut tolérer que son territoire soit précisément le théâtre (et peut-être le seul) de la catastrophe. De la catastrophe finale. Au lieu de la stratégie de la dissuasion, prônée par l'OTAN, **AFHELDT** et le Général-Major Jochen **LöSER** de la Bundeswehr, suggèrent une politique de stabilité pour l'Europe Centrale basée sur la capacité de **contenir** efficacement une invasion. L'OTAN désigne l'ennemi: l'URSS; cet ennemi est le même pour **AFHELDT**, contrairement aux neutralistes qui veulent imiter le modèle suisse, quitter les organismes de défense supra-nationaux (comme l'OTAN ou une éventuelle CED ressuscitée) et qui, en Allemagne, se retrouvent dans le mouvement pacifiste, chez les Verts, chez les héritiers des divers mouvements neutralistes des années cinquante et dans les rangs de la "droite nationale". Pour ces neutralistes, la menace qui pèse sur l'Europe vient de l'inféodation aux blocs.

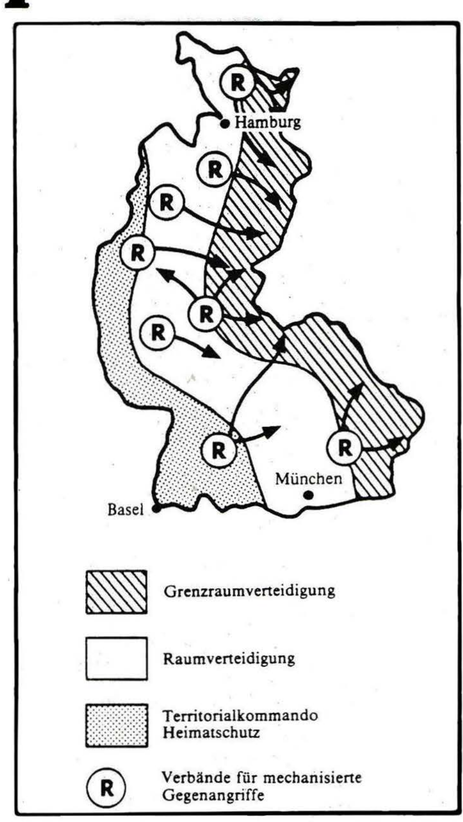
L'objectif des milieux atlantistes officiels est de **conserver** tel quel le système politique et social actuel dont le dysfonctionnement est pourtant patent. En politique internationale, l'OTAN veut le statu quo. **AFHELDT** et ses amis veulent éviter la guerre en mettant sur pied un système strictement défensif qui ne puisse "menacer" l'éventuel adversaire tout en le dissuadant d'entreprendre une aventure militaire. Les neutralistes, de leur côté, cherchent à dégager l'Allemagne (RFA seulement pour les minimalistes, RFA+RDA -voire les territoires administrés par la Pologne tels la Silésie, la Poméranie et le Sud de la Prusse Orientale- pour les maximalistes) de l'emprise des supergros. Cette neutralité allemande doit être juridiquement reconnue en droit international.

Si l'OTAN base sa stratégie sur la "flexible response", la "Triade" et la "défense avancée" au sein de l'alliance atlantique et si les neutralistes (surtout ceux de gauche) suggèrent la création de "zones dénucléarisées" en Europe, **AFHELDT** et ses disciples veulent transformer de fond en comble le potentiel des armées en Europe, tout en conservant le "minimum deterrence" (la dissuasion minimale) grâce à des têtes nucléaires basées sur sous-marins.
Les neutralistes n'ont pas une conception claire du type de défense qui remplacera, si leurs idées triomphent, la stratégie de l'OTAN. Ils souhaitent vaguement le modèle suisse ou le modèle autrichien du Général **SPANNOCCHI** (inspirée de **MAO** et de **GIAP**) mais sans étudier les possibilités de l'appliquer au territoire moins montagneux de l'Allemagne Fédérale. **AFHELDT** et **LöSER** offrent, eux, des propositions concrètes. Les adversaires de leurs thèses leur reprochent de vouloir une **militarisation** de la société (mais la Suisse et l'Autriche sont-elles des nations militarisées?) qui engendrerait un nouveau type de chauvinisme nationaliste. Cette argumentation ne tient pas parce que cette conception strictement défensive de la chose militaire implique une coopération entre les nations coincées dans l'étau des super-puissances. La défense territoriale et locale, qui découle des thèses de **AFHELDT** et **LöSER**, suggère également une décentralisation administrative des Etats-Nations et une plus large autonomie des communes. Cette décentralisation et cette autonomie locale impliquent à leur tour un relâchement de l'emprise des instances partitocratiques sur la population. C'est cette perspective qui effraye les oligarchies au pouvoir. Une nouvelle démocratie naîtrait, autrement plus concrète que celle des discours creux des parlementaires. Les thèses d'**AFHELDT** et de **LöSER** ont une histoire. La notion de "défense de l'espace" (**Raumverteidigung**) est largement inspirée des idées du Major français **BROSSOLET** exprimées dans son **Essai sur la non-bataille** paru en 1975. **BROSSOLET** y développait sa conception de la défense nationale par **"modules"** (Type A: infanterie imbriquée dans le tissu géographique local; Type B: hélicoptères dotés de missiles anti-chars; Type C: appui de blindés; Type D: coordination) dont les multiples interactions forment le **maillage**. **AFHELDT** perfectionnera ce système au niveau théorique et cherchera à éviter l'utilisation des chars et des hélicoptères, cibles trop vulnérables pour l'adversaire. **AFHELDT** propose une modernisation du matériel, missiles guidés et systèmes informatiques dont pourraient disposer des techno-commandos autonomes fondus dans la population.

Le Général **LöSER** cherchera, lui, à appliquer ces théories au territoire de la RFA. Celui-ci devra être divisé en trois zones: 1) La zone de défense de l'espace frontalier (**Grenzraumverteidigung**); 2) la zone de défense de l'espace central (**Raumverteidigung**); 3) la zone où s'organisent et combattent les unités territoriales (**Heimatschutzverbände**). La première zone est défendue, en cas d'attaque, par des brigades mécani-



Ci-contre, la zone où devrait s'appliquer la "défense par maillage" dans le cas français. Le théoricien de cette tactique est le Général G. Brossolet. Il a exprimé ses thèses dès 1975, dans son ouvrage "Essai sur la non-bataille". Afheldt étudiera ces thèses avec minutie, les perfectionnera et cherchera à les adapter à la situation allemande. En Belgique, de ce débat, aucun écho.



Les trois zones de défense, pour la RFA, selon le Général Jochen Löser. En hachuré, la "défense de l'espace frontalier". En blanc, la "défense de l'espace". En pointillé, la zone défendue par les commandos de défense territoriale. Les "R" cerclés représentent les zones d'où devraient partir les contre-attaques mécanisées.

sées conventionnelles ou moderniséeessss (grâce à des armes nouvelles informatisées). Les deux tiers des effectifs relèvent d'une armée de métier et le tiers restant est constitué de réservistes recrutés sur place, connaissant forcément bien la région. La mission de ces troupes est de retarder l'ennemi pour qu'en vingt-quatre heures le reste de l'armée, basé dans les deux autres zones, soit prêt.

Dans la troisième zone, les unités territoriales, composées à 100% de réservistes, s'apprêtent à lutter contre tous les éléments ennemis qui auraient franchi le barrage des deux premières zones.

Lothar **PENZ** (in: **Strategische Bedingungen alternativer Verteidigung**, Hamburg, 1984, Cf. notre publicité en p. 4 de notre n°15/16) souligne bien que cette défense alternative postule une nouvelle conception, résolument révolutionnaire, de l'armée qui, ainsi, cesse d'être une structure coupée du reste de la population et devient ipso facto l'**école** d'une **"nouvelle Nation"**, constituée non plus de consommateurs passifs mais de citoyens actifs.

René LAUWERS.

Bibliographie:

*Alfred **STUTZ**, **Raumverteidigung. Utopie oder Alternative ? Vorschläge, Modelle und Kontroversen. Ein Bericht über Thesen von Spannocchi, Afheldt, Uhle-Wettler, Löser**, Verlag Neue Zürcher Zeitung, Zürich, 1982.*

*Volker **BÖGE** / Peter **WILKE**, **Sicherheitspolitische Alternativen. Bestandsaufnahme und Vorschläge zur Diskussion**, Nomos Verlagsgesellschaft, Baden-Baden, 1984.*

Cet ouvrage est à nos yeux essentiel et contient un panorama comparatif entre toutes les hypothèses et les politiques stratégiques qui animent le débat: pacifisme, neutralisme, thèses de l'OTAN, défense alternative, création de zones dénucléarisées en Europe, projet de faire de l'Europe une grande puissance nucléaire, etc..

POUR UNE DEFENSE NON-SUICIDAIRE DE L'EUROPE !

Dans son livre enfin traduit en français, le polémologue ouest-allemand Horst **AFHELDT** nous dévoile un projet militaire alternatif. Pour l'auteur, une préoccupation constante doit (ou devrait) guider les stratèges européens des années 80: nous sommes entrés depuis déjà quelques décennies dans l'ère nucléaire. Autrement dit, en langage clair, chaque augmentation de la tension entre les deux blocs peut entraîner une catastrophe irrémédiable. La guerre nucléaire apparaît alors comme l'arrêt de mort définitif prononcé contre l'humanité. Cette perspective peu séduisante est particulièrement vraie pour notre Europe, enjeu et champ d'affrontement nucléaire potentiel des deux superpuissances.

En effet, si ce conflit venait à éclater, il n'aurait aucune commune mesure avec les précédentes guerres qui ont ensanglanté l'Europe. Quant aux nombreux conflits qui ravagent le Tiers-Monde d'aujourd'hui ne revêtent pas ce caractère apocalyptique qu'une guerre en Europe nous laisse craindre, même s'ils causent des millions de morts. **AFHELDT**, pourtant, ne souligne pas les raisons et les antécédants historiques et géopolitiques qui rendent l'Europe particulièrement exposée à ce conflit d'une nature entièrement nouvelle. Pour résumer notre critique, disons que notre continent, le premier par sa puissance économique et ses ressources humaines, est le point le plus sensible du conflit issu de Yalta. Le **Heartland** des géopoliticiens anglo-saxons, c'est l'Europe. La puissance qui prendra le contrôle de cette péninsule, de taille très réduite en comparaison des masses continentales asiatiques et africaines, aura la maîtrise du globe. Horst **AFHELDT** est peu explicite sur ces faits élémentaires. Il est néanmoins parfaitement conscient des risques que court notre Europe de se voir **définitivement** détruite par une guerre nucléaire. Ce souci le pousse à nous proposer une voie médiane: une défense de notre territoire qui écarte au maximum le risque nucléaire.

Entre le pacifisme intégral, qui pense que seul un désarmement unilatéral est la solution au problème, et les bellicistes atlantistes, partisans écervelés d'une Europe surarmée et prête à jouer son existence au profit du magma gros-occidental (terrain de chasse de l'impérialisme nord-américain), **AFHELDT** donne l'idée d'une **troisième voie:** celle de la **défense par maillage.**

Avant d'expliquer en quoi consiste cette défense, on peut reprocher à l'auteur de situer son propos sur un plan plus technique que politique. Il refuse par exemple tout jugement tranché sur la présence de l'OTAN en Europe. Dans certains cas même, il exprime son adhésion à une collaboration plus étroite à l'organisme militaire gros-occidental. S'il conteste les plans de défense de l'OTAN et les juge inadaptés à l'environnement de l'Europe Centrale, il ne se situe pas dans une perspective de **rupture totale préalable** avec la politique de cette organisation. Ceci dit, son ouvrage qui mérite une lecture très attentive, constitue:

1) un **bilan** de la défense européenne et une **analyse** de ses perspectives.

2) une **esquisse** d'un modèle de dissuasion strictement défensive.

3) un **réexamen** de la dissuasion, avec prise en compte de la protection de la population civile, à la lumière des caractéristiques de son modèle (Cf. p.29).



Projet de chars ultra-légers aéroportables et parachutables: le "Wiesel". Ce serait le véhicule idéal pour les "Jagd-Kommandos". Le succès enregistré par la formule "Scorpion" dans la guerre des Malouines confirme l'efficacité des chars légers.

Le principe étant posé: éviter la guerre nucléaire, le groupe d'études créé par Horst **AFHELDT** au sein de l'Institut Max Planck (dissous en 1980), sous la direction de Carl Friedrich **von WEIZSÄCKER**, étudie le moyen à la fois le plus efficace et le plus réaliste de défense du territoire. Evidemment, une fois encore, celui-ci se place dans la perspective exclusive d'un conflit avec les troupes du Pacte de Varsovie. Pour **AFHELDT**, seule une technique de défense appuyée sur un **maillage** du territoire ouest-allemand, éventuellement étendu à l'Est de la France et aux Ardennes belges, peut dissuader les armées de l'Est de nous attaquer.

Le **maillage** se présente comme la création de multiples groupes de techno-commandos, chacun chargé d'un secteur géographique donné. Ces groupes, dotés de matériels de combat des plus sophistiqués (armes anti-chars **Milan**, etc.) peuvent alors recouvrir le territoire de leurs systèmes souples et mouvants de défense. L'intégration de ces groupes dans des zones limitées (900.000 hommes suffiraient pour le territoire ouest-allemand), leur connaissance du terrain, la proximité de leurs lieux de résidence des zones d'action en cas de mobilisation et, enfin, leur parfaite osmose avec la population locale sont des atouts qu'une défense de ce type devrait exploiter. D'aucuns, souvent "gauchistes" reconvertis dans l'apologie du Gros-Occident cool, ont reproché à **AFHELDT** de favoriser ainsi une "militarisation de la société". A cela, il a répondu en se déclarant partisan d'une **"socialisation de la défense"**. Ajoutons que, de notre point de vue, ce système, un peu similaire à celui de la Suisse, rend impossible toute création d'une force armée coupée du peuple et apparaît tout au contraire fortement inspiré des principes démocratiques authentiques. Ceux qu'illustrait avec brio le socialiste suisse du XIXème siècle, Jean-Charles Sismonde **de SISMONDI** (Cf. **Etudes sur les constitu-**

tions des peuples libres, Bruxelles, H. Dumont, 1836). **SISMONDI** regrettait que les peuples se soient laissé désarmer et que la **Yeomanry** anglaise ne soit plus qu'un souvenir, tout comme la **Garde Nationale** française.

Revenons à **AFHELDT**. Dans son optique, le techno-commando est la base de son système de défense. Armé et entraîné selon des principes de haute technicité militaire et d'une grande autonomie d'action sur sa zone, chaque commando peut ainsi s'occuper de la destruction des forces ennemies: non seulement les chars et l'infanterie, mais aussi l'aviation car la dotation en matériel sol-air est prévue. Dans cette perspective, il n'y a donc pas de **choc frontal**, pas d'engagement lourd qui induit une logistique importante et une planification compliquée. Plus simplement, des troupes réduites, un commandement réduit, et un front d'une profondeur de 70 à 80 km.

Présenté comme une hypothèse sérieuse de travail, truffé de détails souvent originaux et riches en potentialités, l'ouvrage n'est pourtant, de l'aveu même de l'auteur, qu'une hypothèse de travail. Hypothèse solide sans aucun doute mais qui demande une mise en pratique. Dans sa postface, le Général français Georges **BUIS** reconnait la qualité scientifique du travail de Horst **AFHELDT**. Il souligne pourtant avec intelligence quelques points faibles de l'étude. Ainsi, du **statisme** de cette défense, de sa **rusticité** qui, même si cela conduisait à une diminution des budgets militaires et à un meilleur rapport coût/efficacité, reste une vision théorique du combat réel. Le facteur humain n'est pas quantifiable et pourtant c'est sur lui que repose toute la réussite du plan. L'ennemi ne divulgue pas sa tactique avant le combat. Comment alors l'intégrer au modèle d'**AFHELDT** ? Etc...

Pour ma part, je dois reconnaître l'aspect très novateur des propositions de Horst **AFHELDT**. Le concept de défense populaire est ici réintroduit par la grande porte, celle de l'efficacité et de la fiabilité. L'Europe sera d'abord sauvée par les Européens eux-mêmes. C'est là un fait incontournable. A quand une stratégie de défense contre l'autre grosse puissance? C'est un souhait que nous formulons.

Patrick JEUBERT.

Horst **AFHELDT, Pour une défense non suicidaire de l'Europe**, Paris, La Découverte, 1985, 189 pages, 83 FF.

*Ce numéro de **VOULOIR** a été réalisé avec la participation de: Bertrand Eeckhoudt, Patrick Jeubert, René Lauwers, Luc Nannens, Georges Robert, Ange Sampieru, Marco Tarchi, Gilles Tegelbeckers.*

Au sommaire de nos prochains numéros: Les Peuples Baltes, Un nouveau livre de Julien Freund, La querelle Catholiques/Libéraux dans la Belgique du XIXème siècle, L'Amérique Andine, Les thèses du Club de l'Horloge, Quand la "gauche" critique le système démocratique, Dossiers "Mégalithes", etc.

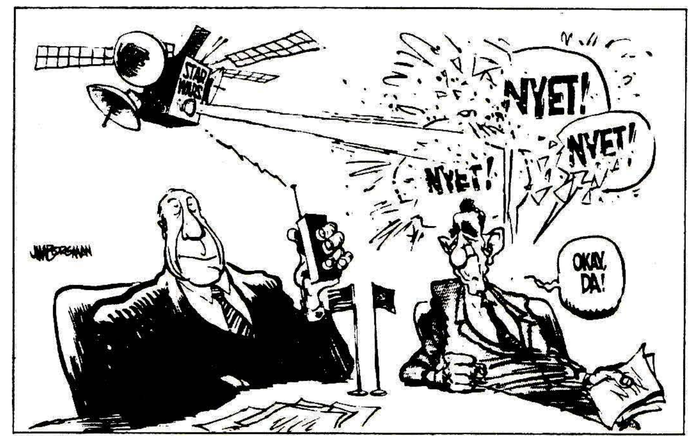
LA GUERRE et L'ATOME

La fin de la seconde guerre mondiale a été marquée par l'apparition d'une nouvelle arme dont la puissance permet la destruction de territoires et de populations sans commune mesure avec les explosifs utilisés jusqu'alors: l'arme atomique. Mais ce "progrès", décisif sur le plan militaire, oblige aussi les pays détenteurs d'armes atomiques à un renouvellement de la pensée stratégique. Pensée stratégique qui, étroitement liée avec la politique extérieure et les relations internationales, exige de nouvelles règles dans la politique de défense nationale. Paul-Marie **de la GORCE**, écrivain et journaliste, est un spécialiste des problèmes de politique étrangère et de défense. Il enseigne d'ailleurs à la Sorbonne un cours intitulé **"Stratégie des grandes puissances"**.

Cette modification des moyens de destruction, depuis l'arme atomique stratégique jusqu'aux armes nucléaires anti-force des années 80, nécessite de notre part une réflexion tenant compte de la révolution technologique militaire. Les années 50 sont, dans une première étape, celles de la course aux armements. Face à la puissance américaine, détentrice et utilisatrice depuis 1945 de l'arme atomique, l'URSS se devait de développer aussi sa propre force nucléaire. L'explosion en 1949, le 29 août, d'une bombe atomique soviétique, fournissait la preuve que les deux grandes puissances qui s'étaient partagées le monde à Yalta, allaient s'engager dans une concurrence effrénée pour la supériorité relative sur le plan des armes nucléaires. Dans un premier temps, **de la GORCE** tente de dresser un bilan de l'évolution de la pensée stratégique des deux nations possédant cette nouvelle arme. Il rappelle que, notamment au moment de la Guerre de Corée, les Américains étaient favorables à l'utilisation de cette arme pour exercer une pression sur la Chine communiste. De façon parallèle, l'expédition de Suez fut la première occasion pour le gouvernement soviétique de menacer des pays occidentaux (la France et la Grande Bretagne en l'occurence) de représailles nucléaires sur leurs territoires nationaux. En fait, l'arme atomique assurait son propriétaire d'une indépendance quasi totale par rapport à ses adversaires. Les hésitations des Etats-Unis devant une utilisation directe de l'atome dans les divers conflits qui mettaient en cause leur sécurité (du moins est-ce ainsi que l'Etat américain justifie ses agressions en dehors de son territoire national) étaient déterminées par le fait que l'Union Soviétique avait, elle aussi, fait preuve de ses capacités technologiques. L'équilibre nucléaire, ou encore la parité nucléaire, assurait aux superpuissances une sanctuarisation de leurs territoires respectifs. La politique mondiale et les risques de conflits à la fois limités et multipliés qu'elle induisait, ne remettait pas en cause ce respect mutuel des régions directement soumises à la souveraineté des membres du club des puissances nucléaires.

Il apparaît que c'est cette immunité quasi totale qui, à la suite de l'expédition de Suez, entraîna la décision, par le gouvernement de Guy **MOLLET**, d'accélérer le programme français de recherches nucléaires et la construction du premier vecteur à longue portée français, le premier de la génération des Mirages; c'était un projet inspiré par le programme nucléaire américain de bombardiers à long rayon d'action dont les B-52 de la guerre du Vietnam furent le fleuron technologique. Remarquons qu'à la même époque lez gouvernement de **STALINE**, puis celui de **KHROUTCHEV**, avaient fait un choix très différent mais qui, à long terme, allait se révéler fort moderne. Celui de fusées capables de transporter des charges nucléaires sur des milliers de kilomètres. Dès juillet 1957, rattrapant le retard accumulé dans les années 40, l'Union Soviétique fait accomplir à ses missiles ballistiques des trajectoires de 6000 km; au mois d'août de cette même année, **KHROUTCHEV** annonce la réussite de l'essai d'un engin de trois étages, de 400 tonnes de poussée et de 10.000 km de portée: le T-3. Désormais, les Soviétiques possèdent le premier vecteur intercontinental qui peut emporter une arme thermonucléaire. Il faudra attendre le 1er mars 1954, avec la première bombe H, pour que les Américains rejoignent les Soviétiques dans cette course aux fusées à charge nucléaire. L'avance des Soviétiques est aussi remarquable en ce qui concerne la maîtrise des lanceurs, puisque le premier lanceur soviétique date du 4 octobre 1957, le célèbre **Spoutnik**, et le premier lanceur américain, l'**Explorer**, du 1er février 1958.

Les années 50/60 marquent en même temps la fin du monopole nucléaire. La France notamment se dote, par la volonté du Général **de GAULLE**, de l'arme nucléaire. Elle se dote aussi d'une politique à la mesure de son temps. Le chef de l'Etat français refuse en effet ce duopole planétaire qui, appuyé sur un consensus entre



Cincinnati Enquirer

*Une phase importante du recul soviétique, vue par un caricaturiste du **Cincinnati Enquirer**. Par la supériorité incontestable des Etats-Unis en matière technologique, l'URSS, bon gré mal gré, est obligée ce que Washington lui impose. La seule tactique qu'il lui reste, c'est de dire "niet" le plus longtemps possible. Est-ce payant?*

les deux grandes puissances quant à l'intangibilité de leurs territoires respectifs, décrète le reste de la planète zone ouverte. Et en particulier l'Europe, vaincue en 1945, qui se relève d'une destruction presque totale de son économie. Etant bien entendu que l'on ne veut pas entendre parler, d'un côté comme de l'autre, du relèvement politique de l'Europe. Avec l'apparition de l'arme nucléaire anti-force, l'Europe peut espérer pourtant ce relèvement. Dans un chapitre intitulé: "Ce que la France doit faire", Paul-Marie **de la GORCE** propose quelques axes de réflexion pour une stratégie d'indépendance. Il est difficile de résumer en quelques mots ces propositions.

La France, décidée à assurer une certaine indépendance de sa politique étrangère, donc une certaine maîtrise de son destin, suit, depuis le début de la Vème République, une doctrine stratégique directement liée à ses objectifs de politique étrangère. Tenant compte de ses moyens militaires, elle s'appuie sur une stratégie de dissuasion nucléaire. Cette stratégie dite "du faible au fort" menace tout agresseur potentiel de destructions hors proportions avec le gain escompté d'une attaque contre le territoire national. Le lancement récent d'un SNLE, armé de seize fusées nucléaires à têtes multiples, renforce cette capacité de destruction de tout ennemi; quelque soit sa force, celui-ci ne pourrait échapper à un bombardement nucléaire qui anéantirait plusieurs centaines d'agglomérations sur son territoire. Les objectifs démographiques et économiques ainsi détruits réduirait à néant les espoirs d'une attaque réussie sur la France. Rappelons que la loi de programmation française actuelle prévoit, pour la seule composante océanique des forces françaises de dissuasion, de 300 à 400 ogives nucléaires. Parallèlement à cette force de dissuasion, la France possède des forces conventionnelles qui sont en mesure de recevoir la première frappe ennemie d'où qu'elle vienne. On discutera pourtant de la **théorie** qui veut que ces forces soient mises au service **exclusif** des intérêts **vitaux** français. S'il est évident que, dans la situation de dépendance actuelle de l'Europe de l'Ouest par rapport aux intérêts américains, toute intégration de ces forces dans un système de défense européen reviendrait à se soumettre aux plans de l'Etat-major de l'OTAN, donc, ipso facto, du Pentagone, **il ne faut en aucun cas exclure le projet d'une force de défense européenne qui, appuyée sur une politique étrangère continentale, reprendrait à son compte et les moyens et les principes de la stratégie nucléaire française.**

On aperçoit dès lors tout l'intérêt de ce livre. Après avoir rappelé les racines historiques des stratégies militaires contemporaines (depuis les principes du Général italien **DOUHET** jusqu'à la doctrine gaullienne), **de la GORCE** pose les questions essentielles. Cet ouvrage est l'indice d'un esprit libre, imperméable aux propagandes occidentales.

Un dernier point cependant: outre une présentation, très précise et très claire à la fois, des différentes doctrines stratégiques prônées par les Etats-majors américains (Plan **ROGERS**, Directive présidentielle 59, etc...) et soviétiques, Paul-Marie **de la GORCE** n'hésite pas à aborder les questions d'actualité. La question des euromissiles en particulier, où il démontre, à l'aide de constats techniques, la volonté américaine de soumettre l'Europe à ses propres impératifs stratégiques. L'auteur affirme à ce sujet que la notion de "couplage" (**linkage**) est un artifice de propagande destiné aux masses occidentales plus qu'une nécessité militaire. Il affirme aussi qu'avec l'apparition des armes nucléaires anti-forces (SS-20, Pershing II), on assiste à la transformation d'une stratégie de dissuasion nucléaire en stratégie de guerre nucléaire. Dans ce schéma, l'Europe, soumise aux décisions du président américain (qui, en plus, refuse le principe de la "double-clé"), devient un enjeu et un champ de bataille où parleront ces armes. Toutes ces révélations font de ce livre un petit manuel à l'usage de ceux qui refusent les logiques de la guerre froide, portées par les media.

Ange SAMPIERU.

Paul-Marie **de la GORCE, La Guerre et l'atome**, Plon, Paris, 1985, 58 FF.

UNE VISION RUSSE de L'HISTOIRE

Le slaviste allemand Hans **HECKER** vient de consacrer un volume à l'histoire universelle russe de 1840 à 1965. Cette science historique russe nous dévoile la vision de l'histoire universelle qui a animé quantité d'historiens russes sous les tsars comme sous les Soviets.

Depuis les années 40 du XIXème siècle jusqu'à nos jours, il s'est développé, dans les universités russes, une conception de l'histoire universelle dont l'historien T.N. **GRANOVSKY** a posé les fondements conceptuels et méthodologiques. **GRANOVSKY** est le fondateur de cette histoire universelle russe moderne. Elle repose sur quatre idées-maîtresses:
1) se soumettre à une scientificité sévère et critique et promouvoir une ouverture méthodologique à toutes les disciplines qui peuvent enrichir la science historique.
2) mettre en exergue les retards de la Russie sur le plan de la culture politique et défendre le point de vue que la science historique peut orienter la société russe dans le sens d'une libération.
3) compléter le **"romano-germano-centrisme"** des sciences historiques ouest-européennes et illustrer le rôle de l'élément slave dans l'histoire européenne. Ainsi, se constituera un "regard" russe sur l'histoire universelle.
4) s'aligner sur une conception "libérale", évolutionniste et légaliste de la société et du politique, conception qui oppose la vision d'un individu-citoyen ancré dans une cité constitutionaliste à l'autocratisme d'une part et au radicalisme révolutionnaire d'autre part.

L'**Universalgeschichte** russe s'inscrivait dès lors dans une pensée inspirée des idées issues d'Europe occidentale. La base sociologique qui allait promouvoir cette vision de l'histoire dans la société russe, c'était l'intelligentsia **"raznocincy"**, décidée à surmonter les difficultés politiques, sociales et économiques propres à la Russie. Le résultat scientifique de cette "révolution culturelle": la Russie apporte à l'Europe de l'Ouest de nouveaux éléments pour comprendre son propre destin historique et jette les bases d'une étude comparative entre l'histoire de la Russie et celle de l'Europe de l'Ouest.

Après la Révolution d'Octobre 1917, les historiens russes qui n'avaient pas pris le chemin de l'exil, purent travailler sans ennuis pendant quelques années encore. Le nouveau pouvoir fit appel à eux pour donner une armature scientifique à la nouvelle science historique marxiste. Petit à petit, pourtant, la pression doctrinale marxiste-léniniste va stériliser cette "histoire universelle" russe. Au bout d'une dizaine d'années, les thèmes cesseront d'être variés, les méthodes perdront leur diversité. Ce ne sera qu'en 1934 que **STALINE** réhabilitera ces historiens de la "troisième génération" au nom d'un "patriotisme soviétique". A la condition, toutefois, qu'ils enseignent le dogme de la révolution de 1917 comme couronnement de toutes les autres révolutions européennes, comme l'aboutissement de toutes les aspirations révolutionnaires qui agitent le scène européenne depuis la fin du Moyen Age.

L'histoire universelle russe a été portée par des "professeurs politisés" qui mêlaient

habilement science historique et engagement politique. L'avènement du marxisme comme philosophie d'Etat va politiser la science historique et, ipso facto, dépolitiser l'historien et en faire un pur instrument de propagande.

Mais, il nous semble que c'est surtout la troisième idée-maîtresse de l'**Universalgeschichte** russe qui doit attirer notre attention. Notre vision de l'histoire reste, qu'on le veuille ou non, "carolingienne", c'est-à-dire centrée sur le territoire où a règné Charlemagne. Il y a une incompréhension occidentale, surtout française, anglaise et espagnole, à l'égard des dynamiques historiques grecque-byzantine, scandinave, touranienne et, bien sûr, slave. Le courant slavophile va vouloir corriger ce réductionnisme carolingien. L'historien le plus significatif de ce courant est Alexis Stepanovitch **KHOMIAKOV** (1804-1860). Descendant d'une vieille famille noble, il étudia la philosophie et en particulier les théories de **SCHELLING** et **HEGEL**. **KHOMIAKOV** partageait bon nombre des postulats avancés par les historiens "libéraux": méthode romantique allemande, idée populiste organiciste, etc. Il refusait les interprétations eschatologiques de l'histoire. Si la religion orthodoxe n'a pas suscité, à proprement parler, d'interprétation de l'histoire, la vision de **KHOMIAKOV** reste marquée par la religiosité populaire de la Russie paysanne et orthodoxe. Dans cette optique, il critique la notion de "Moyen Age", trop alignée sur le catholicisme.

Aucune "haine" à l'encontre de l'Occident ne transparaît dans la démarche de **KHOMIAKOV**. Rien qu'une volonté de corriger des mésinterprétations. Ce courant mérite sans doute une plus ample attention. Hans **HECKER** ne s'est pas assigné un tel objectif. Son but est davantage d'explorer l'oeuvre des historiens russes qui, au XIXème siècle, se sont penchés sur l'histoire européenne et de chercher s'il y a continuité ou rupture entre cette "histoire universelle" russe du XIXème et l'histoire lue au travers d'une grille marxiste-léniniste. Son livre analyse les oeuvres de savants, amoureux des idées politiques occidentales, qui voulaient ancrer leur patrie dans le concert européen, à l'encontre de la politique choisie par les autocrates qui fermaient leur pays aux influences ouest-européennes. C'est ainsi qu'il s'est créé une "école russe" pour l'histoire de la révolution française, pour l'histoire de la Réforme en Allemagne ou des révolutions anglaises du XVIIème.

L'ouvrage de **HECKER** est fondamental; il nous permet de cerner avec beaucoup de précision ce que fut l'**occidentalisme** russe, c'est-à-dire la volonté d'une intelligentsia d'être européenne.

Luc NANNENS.

Hans **HECKER, Russische Universalgeschichtsschreibung. Von der "Vierziger Jahren" des 19. Jahrhunderts bis zur sowjetischen "Weltgeschichte" (1955-1965)**, Oldenbourg, Studien zur modernen Geschichte 29, München, 1983, 376 S., 98 DM.

Pour tout renseignement d'ordre bibliographique, n'hésitez pas à nous contacter. Nous donnons toutefois la priorité à nos abonnés.



La signature du Pacte Germano-soviétique, le 23 août 1939. Molotov signe. Derrière lui, de gauche à droite, Chapochnikov, Schulze-Kossens (qui deviendra Commandeur de l'Ecole militaire de Bad-Tölz), Ribbentrop, Staline. Ce pacte aurait-il pu apporter une solution aux problèmes est-européens ?

LES ORIGINES DE L'EUROPE SOVIETIQUE

Les dessous de l'intégration des Pays de l'Est de l'Europe Centrale (Ostmitteleuropa comme disent justement les Allemands) au bloc soviétique sont finalement mal connus. Dans un récent dossier publié par le très occidentaliste **Express** de Paris (n°1747/4-I-'85), les journalistes restent en-deçà du problème; s'ils évoquent un "réveil des peuples", digne héritier de la calamiteuse théorie de l'auto-détermination chère à **WILSON** et à **MAURRAS** (qui n'avaient rien compris à la dynamique géopolitique de cette région d'Europe), ils ne cherchent nullement les causes **historiques** du malaise. Bienfaisante censure occidentale ! ô docte ignorance qui profite à un supergros d'au-delà des mers !

Ce sujet brûlant, le professeur ouest-allemand Jens **HACKER** le traite en un volume de 1047 pages ! Il divise son ouvrage en neuf chapitres-étapes.

1) Les prémisses du traité germano-soviétique de 1939; les projets d'alliance polono-tchèques de 1940 à 1942; la question polonaise aux yeux de Moscou; l'extansion de la sphère d'influence soviétique à la Roumanie, la Bulgarie et la Hongrie; la position particulière de la Yougoslavie et de l'Albanie.
2) La phase de transition: la mise au pas progressive des pays contrôlés par l'URSS (1945-1947).
3) La phase de la "conformité totale" (1947-1953).
4) Les héritiers de **STALINE** à la recherche de nouvelles voies de "coopération" (1953-1956).
5) Les efforts de l'URSS pour imposer son hégémonie et l'unité du "camp socialiste" (1956/57-1960).
6) Les succès limités de l'URSS (1960/61-1964).
7) La politique de "bloc" de **BREJNEV** et **KOSSYGUINE** (1964-68).
8) L'intervention militaire en Tchécoslovaquie et la tentative de renforcement interne du "bloc" (depuis 1968).
9) L'URSS et sa volonté d'être "facteur d'ordre" dans une "communauté socialiste" resserrée.

Telles sont bien les étapes majeures de l'histoire des quatre dernières décennies en Ostmitteleuropa. Bon nombre d'ouvrages ont déjà été écrits sur le sujet, sauf sans doute sur les prolégomènes évoqués dans le premier chapitre de **HACKER**. Ce premier chapitre reste, à notre sens, le plus important, puisqu'il explique des tentatives que l'histoire a fait avorter. Ces projets sont actuellement refoulés dans les consciences allemande, russe, polonaise et tchèque. Leur non-réalisation suscite des nostalgies qui, à leur tour, engendrent des malaises. Quasi aucun journaliste occidental de la grande presse ne devine ou ne dit que les clauses du traité germano-soviétique (le pacte Ribbentrop-Molotov) et les projets de confédération polono-tchèque constituent les désirs profonds des peuples de la région, en dépit de toutes les rêveries occidentales, anglaises, françaises ou américaines. Voyons donc, avec **HACKER**, quels ont été ces projets.
Le point de départ pour connaître et comprendre l'Est de l'Europe Centrale, c'est, en fait, analyser avec le maximum d'acuité les tenants et aboutissants du Pacte germano-soviétique du 23 août 1939.

LE PACTE GERMANO-SOVIETIQUE.

HITLER a offert à **STALINE**, ce jour-là, beaucoup plus que ce que toutes les puissances occidentales, respectueuses des souverainetés des républiques nées après 1918, auraient pu lui concéder. Soviétiques et Allemands avaient tracé sur la carte les zones d'influence qu'ils pensaient respectivement s'octroyer. Le sort de la POlogne était scellé. Celui des Pays Baltes aussi. **STALINE** reprendra les territoires que la Pologne avait arraché à l'URSS en 1920 avec l'appui de la France.

La campagne de Pologne terminée, **STALINE** demande, après avoir mis des unités soviétiques à la disposition de l'OKW, que la Lithuanie soit englobée dans la sphère d'influence soviétique (alors que cette sphère ne devait s'étendre normalement que jusqu'à la frontière nord de ce pays balte) et estime désormais inutile de conserver un Etat polonais amputé sous quelque forme que ce soit. Les Allemands acceptent le sort de la Lithuanie en échange de territoires polonais supplémentaires autour de Varsovie et de Lublin. En agissant ainsi, **STALINE** s'est révélé fin politique: le nouveau tracé correspondait à la ligne Curzon de 1919 (fixant la limite orientale du nouvel Etat polonais avant l'invasion de la Biélorussie et de l'Ukraine occidentales par les troupes





A Londres, en 1940, le Premier Ministre Polonais en exil, Sikorski, avec le Comte Raczynski. A droite, les soldats polonais du gouvernement communiste de Lublin, seul gouvernement admis par Staline, entrent dans Varsovie. Staline, en ce qui concerne la Pologne, est resté fidèle aux clauses du Pacte germano-soviétique.

de **PILSUDSKI**) et l'URSS restait, en une certaine manière, dans la légalité internationale puisqu'elle ne faisait que récupérer des territoires qui lui avaient appartenus dix-neuf ans auparavant. Seul **HITLER** portait, désormais, devant l'opinion publique internationale, une responsabilité entière dans la partition de la Pologne.

STALINE, sûr de son nouvel allié, se met à reconstituer le territoire des tsars, morcellé après 1917. Du 28 septembre au 10 octobre 1940, les Pays Baltes, cédant à la pression soviétique, doivent accepter des "pactes d'assistance", préludes à leur inclusion dans l'Union Soviétique. La Finlande refusa catégoriquement de céder des bases militaires à l'Union Soviétique et de se laisser inclure dans la nouvelle "sphère d'influence".

Le 30 novembre 1939, la Guerre d'Hiver entre Soviétiques et Finlandais débuta. Elle durera jusqu'en mars 1940. Le 12 mars 1940, la Finlande et l'URSS signent un traité de paix à Moscou. La résistance finnoise sauve la Finlande de l'annexion. **STALINE** se borne à réclamer quelques rétrocessions territoriales. Pendant ce temps, les Pays Baltes acquièrent des gouvernements de "démocraties populaires" qui "réclament", en août 1940 après les victoires de la Wehrmacht à l'Ouest, l'inclusion de leurs pays dans l'URSS.

L'EPINEUX PROBLEME DE LA BUKOVINE.

STALINE tire donc le profit maximum du traité qui le lie à **HITLER**. Les choses se gâteront quand il essaiera de faire valoir sa politique à l'encontre de la Bessarabie annexée par la Roumanie en 1918. Le Comte **von der SCHULENBURG**, ambassadeur du Reich à Moscou, s'entend déclarer par **MOLOTOV** que l'URSS ne se contenterait pas de ce seul territoire, mais souhaite s'annexer aussi la Bukovine, ethniquement ukrainienne. L'Allemagne importait du pétrole roumain ainsi que d'autres matières premières et ne pouvait offenser de front son alliée économique tacite. Les Allemands estimaient correctes les revendications soviétiques en ce qui concerne la Bessarabie mais n'admettaient pas celles qui portaient sur la Bukovine, ancien territoire relevant de la monarchie austro-hongroise, peuplé de surcroît d'une forte minorité allemande. La Bukovine n'avait jamais appartenu à la Russie et **RIBBENTROP** tenait à respecter stricto sensu les accords de Moscou de septembre 1939. L'URSS s'intéressait à la partie septentrionale de la Bukovine et à la ville de Czernowitz qui permettait de relier directement Odessa à Lemberg. C'est cette préoccupation d'ordre stratégique qui incita **STALINE** et **MOLOTOV** à réclamer ce territoire en dépit des accords germano-soviétiques. Le 28 juin 1940, l'Armée Rouge occupe et la Bessarabie et la Bukovine septentrionale qui deviennent la treizième république de l'URSS.

L'ARBITRAGE DE VIENNE

Les intérêts russes et allemands ne coïncidaient plus dans les Balkans. Le 30 août 1940, lors de l'Arbitrage de Vienne, les Allemands obligent la Roumanie à céder la Transsylvanie à la Hongrie mais garantissent l'intégrité du territoire roumain. La Roumanie perdait le tiers de son territoire et de sa population. **STALINE** reproche alors aux Allemands d'avoir organisé l'Arbitrage de Vienne sans son accord et sans l'avoir consulté et d'avoir octroyé une garantie à la Roumanie, ce qui pouvait être interprété comme un acte anti-soviétique. Le 26 septembre 1940, l'Allemagne informe l'URSS de la signature imminente du Pacte Tripartite entre l'Italie, le Reich et le Japon, pacte qui stipulait qu'aucune des parties ne renonçait aux bons rapports qu'elle entretenait avec Moscou. **STALINE** et **MOLOTOV** estimaient que l'art. IV des accords du 23 septembre 1939 était violé puisqu'il prévoyait qu'aucune des deux parties contractantes n'adhèrerait à un regroupement de puissances qui pourrait nuire aux intérêts de l'autre.

VERS UNE QUADRIPARTITE?

Mais la crise ne pouvait encore éclater. **HITLER** n'avait pas gagné la bataille d'Angleterre et voulait resserrer les liens qui l'unissaient à **STALINE. RIBBENTROP** écrit alors à **MOLOTOV** pour l'inviter à Berlin et fixer les règles d'un accord quadripartite (URSS-Allemagne-Italie-Japon) selon des "critères séculaires". **STALINE** ne voit guère la nécessité d'inclure l'Italie et le Japon. Il préfère le dialogue germano-russe.

Lors des entretiens **MOLOTOV-HITLER**, ce dernier évoque l'idée d'une Grande-Asie sous contrôle soviétique et met en exergue les intérêts de l'URSS dans le Golfe Persique et la Mer Rouge. **MOLOTOV** ne nie pas l'intérêt de ces propositions mais déclare que les priorités, pour le Kremlin, résident en Europe. Il veut que les choses soient claires vis-à-vis de la Finlande, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Turquie (et de la Mer Noire). Il déplore la garantie accordée par le Reich à la Roumanie. Puis il lance dans la discussion les questions grecque et yougoslave, le problème de la neutralité suédoise et du transit à travers la Baltique, etc. Résultat: le rêve d'une quadripartite s'effondre. Mais, au regard de l'Histoire qui s'écrira plus sereinement quand les idiots de l'anti-fascisme ou de l'anti-communisme professionnels seront passés de vie à trépas, ni l'Allemagne aujourd'hui morcelée ni surtout l'URSS en perte de vitesse n'ont tiré profit de cet entêtement. Une URSS qui aurait pris le relais de l'Angleterre en Perse, en Afghanistan, au Pakistan (voire aux Indes) et une Grande-Allemagne maîtresse du reste de l'Europe auraient, conjointement, mieux pu garantir la paix. Surtout au Moyen-Orient.

LE PROJET D'UNE CONFEDERATION POLONO-TCHEQUE.

Après le partage de la Pologne entre Soviétiques et Allemands, un gouvernement polonais en exil se constitue à Paris, sous la direction du Général Vladislav **SIKORSKI**. La Grande-Bretagne et la France ne reconnaissent que ce gouvernement. Celui-ci rejoindra, après l'effondrement de la France en juin 1940, un gouvernement tchèque exilé à Londres. Parmi les Tchèques de Londres, se trouvaient deux professeurs Piotr S. **WANDYCZ** et Edouard **TABORSKY**. Avec Edouard **BENES**, ils esquisseront les plans d'une confédération polono-tchèque et d'une Europe articulée autour de plusieurs autres confédérations du même type. Dès l'été 1942, **STALINE** tentera, par

tous les moyens, de torpiller ce projet qui aurait sans nul doute contrecarré les siens.

SIKORSKI et **BENES** savaient que la disparition de leurs Etats provenait d'une non coordination de leurs diplomaties. Ils savaient aussi qu'après la Guerre, leur position serait une position de faiblesse. Ils percevaient, de ce fait, la nécessité de créer une "zone intégrée" en Europe Centrale qui comprendrait au moins la Tchécoslovaquie et la Pologne, sans offenser les Russes. Les deux gouvernements en exil signeront, dans cette optique, le 11 novembre 1940, un accord prévoyant une étroite coopération économique et politique entre leurs deux pays, qui entrerait en vigueur après les hostilités. La Grande-Bretagne était prête à encourager cette initiative, de façon à ce qu'il se constitue, entre l'Allemagne et la Russie, un "bloc" allié à Paris et à Londres. Les frontières seront celles d'avant les Accords de Munich du 29 septembre 1938.

Quand la guerre éclate entre l'URSS et l'Allemagne, le gouvernement **SIKORSKI** entre en contact avec l'ambassadeur soviétique de Londres pour lui demander si l'URSS considère désormais comme nuls et non avenus les accords germano-soviétiques de 1939 concernant la Pologne et reconnaît l'ancienne frontière orientale de la Pologne. Les Polonais souhaitent revenir aux clauses du traité de Riga (1921), inacceptable pour les Soviétiques. **STALINE**, explique George F. **KENNAN**, n'a jamais voulu rendre à la Pologne les territoires acquis grâce aux accords Ribbentrop-Molotov, même quand les Allemands menaçaient Moscou et Stalingrad. La Grande-Bretagne qui, pour se sauver elle-même, devait espérer en la victoire des armes russes, ne pouvait plus soutenir les revendications du gouvernement polonais en exil. Quant aux Tchèques, ils réclamaient le retour de la région d'Olsa que les Polonais leur avaient enlevée lors du démembrement de la Tchécoslovaquie.

LE REFUS DE STALINE.

Finalement les différends entre Tchèques et Polonais s'estomperont et ils signeront un accord en vue de forger une confédération le 23 janvier 1942. Américains et Britanniques soutiennent ce projet qui restaure le "cordon sanitaire" de 1919. Mais l'idée d'un "cordon sanitaire" ne plaît guère aux Soviétiques. **BENES** croit pourtant en leur bienvaillance. Début février, il doit déchanter. L'URSS refuse d'entendre parler d'une confédération où elle n'aurait pas son mot à dire. Les Tchèques comprennent les motivations et les craintes russes mais les Polonais s'isolent dans leur intransigeance. Ils seront abandonnés par leurs alliés. **MOLOTOV** fait savoir à **BENES** que si la Tchécoslovaquie forme une confédération avec la Pologne, elle sera considérée comme un "ennemi" de l'URSS, au même titre que Varsovie!

SIKORSKI affirme, pour sa part, que la Pologne et la Tchécoslovaquie doivent mettre les grandes puissances devant un fait accompli et imposer leur volonté. Dans un mémorandum adressé le 7 décembre 1942 au sous-secrétaire d'Etat du Ministère des Affaires Etrangères des USA, Sumner **WELLES**, **SIKORSKI** propose la création de deux "unions fédérales" dans l'Est de l'Europe Centrale. La première regrouperait la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Lithuanie, la Hongrie et la Roumanie et la seconde, la Yougoslavie, la Grèce, la Bulgarie et l'Albanie (voire la Turquie). **SIKORSKI** a la prudence d'ajouter que ces "blocs" ne seraient pas dirigés contre l'URSS mais lui serviraient de bouclier contre un retour offensif de l'impérialisme allemand. La diplomatie américaine ne réagit pas.

Entretemps, **BENES** change son fusil d'épaule. Il réalise que la Pologne ne lui apportera rien et préfère dialoguer directement avec l'URSS. Il lancera une nouvelle proposition, prévoyant une triple alliance entre la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'URSS. Les Polonais refusent cette solution et signifient leur refus dans une note au gouvernement tchèque datée du 20 mars 1943; cette note stipule que seul le gouvernement tchèque porte la responsabilité dans l'échec du plan de confédération. Le 25 avril 1943, l'URSS rompt toutes ses relations diplomatiques avec le gouvernement **SIKORSKI**. Le prétexte lui fut livré par les Allemands qui annoncèrent la découverte du charnier de Katyn, contenant les corps de milliers d'officiers polonais exécutés par les Soviétiques. Le gouvernement **SIKORSKI** réclame une enquête de la Croix-Rouge Internationale...Vladislav **SIKORSKI** périra dans un accident d'avion le 4 juillet 1943. Son successeur Stanislav **MIKOLAJCZYK** ne parviendra pas à renouer les contacts avec **STALINE** qui, lui, commencera à mettre sur pied un nouveau gouvernement polonais, communiste et entièrement à sa dévotion.

CONCLUSIONS.

Malgré l'issue de la seconde guerre mondiale, on perçoit les assises d'une certaine complicité germano-russe et de fortes dissensions entre les peuples coincés entre ces deux puissances. L'actuel conflit Est/Ouest en Europe ne pourra se régler qu'entre Européens de l'Est, sans l'intervention des puissances occidentales (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis). Celles-ci ont provoqué la catastrophe en intervenant dans une région du monde dont elles ne pouvaient comprendre les mentalités, la dynamique historique et les particularismes. Nos médias réduisent la double dynamique (germano-russe et "confédérative") de l'Europe Centrale et Orientale à une sorte de morale manichéenne qui fausse les jugements.

Deux idées sont à retenir: le problème polonais n'est pas résolu. La récupération légitime par **STALINE**, des territoires envahis par **PILSUDSKY** en 1920 a été compensée en 1946 en livrant à la Pologne des terres, à l'ouest, allemandes depuis toujours. Les Polonais de Volhynie, chassés en 1946, ne se sont pas acclimatés en Poméranie et en Silésie, provinces massivement abandonnées par leurs habitants.

Enfin, l'idée d'une **confédération** doit mobiliser nos esprits. Une ou plusieurs confédérations regroupant les peuples d'Europe Centrale en groupes d'Etat dégagés de Moscou et de Washington et s'étendant de la Mer du Nord à la Mer Noire, donnerait un essor nouveau à notre continent. L'intransigeance de l'URSS découle de la crainte d'une intervention occidentale dans cette région. Ce type d'intervention, à commencer par celle de la France après la Grande Guerre, a provoqué une quantité de déséquilibres, tracé des frontières aberrantes et semé une zizanie tragique. Le cataclysme de la guerre à l'Est a pris des proportions horribles parce qu'aucun des protagonistes ne voulait que se reconstitue la situation irrationnelle, le chaos de l'Après-Versailles. Les nouveaux Etats étaient incapables de se défendre seuls. Les Occidentaux qui, par leur criminelle et incurable ignorance, les avaient fait naître ne pouvaient directement intervenir dans cette région puisqu'ils n'avaient pas de frontières communes avec ces "alliés". Russes et Allemands cherchaient à reconstituer à deux le tracé des frontières des trois Empires (russe, allemand et austro-hongrois) d'avant 1914. **STALINE** reprenant à son compte celui des tsars et **HITLER** les deux autres. L'URSS est restée seule grande puissance finalement dans cette région et cette solitude dessert ses intérêts à long terme.

En Occident, l'ignorance du mode "ethniste" de pratiquer la politique dans l'Est de l'Europe Centrale demeure une triste constante. Personne ne se rend compte qu'on y raisonne en termes de "peuples" et non en termes juridiques et individualistes. Les politiciens français et américains, dont les slogans insipides déteignent dangereusement sur notre mental, ne comprendront jamais la dynamique de l'Europe Centrale. Les traités de Westphalie, Versailles et le discours des medias d'aujourd'hui ne sont que les étapes de cette incompréhension.

La chape soviétique, stérélisante et bureaucratique, qui pèse sur les peuples de l'Ostmitteleuropa sert à éviter une nouvelle catastrophe. En mettant les peuples au frigo. Si l'URSS estimait avoir son mot à dire dans le concert européen et regret-



Staline a rapidement rompu avec le gouvernement polonais de Sikorski. Ses relations furent plus cordiales avec les Tchèques, regroupés autour de Benes. Benes est allé à Moscou, en vue de garantir la reconstitution de l'Etat tchécoslovaque. Ci-contre, Benes à Moscou pendant la guerre.

tait d'avoir été exclue de Munich en 1938, elle doit aujourd'hui comprendre qu'aucune solution définitive n'est possible en Europe Centrale sans un dialogue entre l'URSS et une Allemagne réunifiée et dégagée de l'emprise occidentale. Les intentions soviétiques sont restées les mêmes depuis 1939. La thèse de Jens **HACKER** le prouve.

René LAUWERS.

Jens **HACKER, Der Ostblock. Entstehung, Entwicklung und Struktur 1939-1980,** Nomos Verlagsgesellschaft, Baden-Baden, 1983, 1047 S., 298 DM.



Tous nos anciens numéros sont encore disponibles ! Si votre collection est incomplète, complétez-la ! Prix des numéros 1, 2, 3, 4 et 6: 25 FB. Prix des numéros 5, 7, 8, 9, 10 : 40 FB. Prix des numéros 13, 14: 50 FB. Des numéros 11/12 et 15/16: 70 FB. Attention ! Certains de ces numéros sont en voie d'épuisement !

Nous vous rappellons également que les numéros 2, 3, 4 et 5 d'ORIENTATIONS sont, eux aussi, toujours disponibles.

LE DECLIN DE L'UNION SOVIETIQUE

Fritjof **MEYER** dirige, au **Spiegel** de Hambourg, le département qui s'occupe des questions est-européennes. Son livre reflète ses connaissances étendues, glânées au cours de nombreux voyages, dont vingt-sept se sont déroulés en URSS.

Et quelle est la conclusion de ces périples? L'URSS est en déclin, elle est un super-gros qui décline. Sous le scalpel de **MEYER**, tout y passe: l'incurie du régime en matière de distribution de produits alimentaires; le "principe Potemkine" qui se résume par la phrase mi-fataliste mi-humoristique: "Le gouvernement fait comme s'il nous payait; nous faisons comme si nous travaillions pour cela"; le système économique reste calqué, non sur les idées nées de l'espoir des socialistes du XIXème siècle, mais sur les principes de l'économie de guerre imaginée et réalisée par **LUDENDORFF**; la classe dirigeante se replie sur elle-même et sur ses souvenirs; la planification s'enlise dans l'anarchie et ne distingue pas les priorités: l'industrie lourde connait un bond en avant mais la micro-électronique stagne ou ne démarre pas; le dollar (encore lui!) règne sur le marché noir; la bureaucratie freine les réformes, etc.

Bref, le système soviétique est malade. Comme les systèmes ouest-européens sont malades de leurs partitocraties. La conséquence la plus dramatique pour la Russie, en tant que "nation impériale", c'est de ne plus pouvoir concurrencer les Etats-Unis. Russes et Américains perçoivent cette situation. Seuls les politiciens ouest-européens, héritiers de ceux qui sont revenus, presque dans l'indifférence générale, dans les fourgons des troupes yankees, imaginent que l'URSS est restée le croquemitaine d'antan. Le livre de **MEYER** ébranle tout le discours atlantiste, où, précisément, les politiciens d'Europe Occidentale ont besoin de l'épouvantail soviétique pour conserver la protection des armées US. Ils sont pareils aux **Thieu** et à leurs homologues sud-coréens et demandent, en fait, aux Etats-Unis d'agir contre leurs intérêts à long terme en restant en Europe.

Fritjof **MEYER**, lui, nous brosse un tableau réel de cet épouvantail et nous indique les lézardes qui minent l'édifice soviétique. Les stigmates du cancer qui ronge le super-gros en déclin. Connaître ces lézardes, ces stigmates doit nous conduire à affirmer sans ambages notre indépendance vis-à-vis du seul vrai supergros, dont nous n'avons plus besoin de la "protection", même si des profiteurs encombrants, parmi nous, y tiennent pour des raisons individuelles et non politiques.

Du temps des tsars, l'hétérogénéité de l'Empire Russe était incontestable. Sous les coups des Allemands puis des Bolchéviques, l'Empire de Nicolas II a éclaté et les nationalités qui le composaient ont affirmé leur indépendance. Dès 1916, les peuples d'Asie Centrale renaclaient parce que Moscou leur imposait le service militaire. En décembre 1917, les Musulmans constituent un "Conseil National Turc" et les Russes qui vivaient parmi eux font appel à l'Armée Rouge pour maintenir un "pouvoir russe". Peu importe qu'il fut "blanc" ou "rouge". A l'Est, la nationalité prime toujours l'adhésion philosophique à un quelconque universalisme.

Avant 1917, **LENINE** avait inventé le concept d'**auto-détermination** pour s'attirer les sympathies des non-Russes de l'Empire. Mais dès 1916, il parle de "fusion" des peuples dans le socialisme. Son objectif était de créer une "Union des Républiques Socialistes Soviétiques d'Europe et d'Asie", avec adhésion facultative, déterminée par la volonté populaire, et possibilité de quitter l'Union à laquelle aucune limite géographique n'avait été fixée. **LENINE** avait voulu mettre un terme au chauvinisme grand-russe et lui avait déclaré une guerre à mort. **STALINE**, malgré ses origines géorgiennes, va en finir avec cette politique de dissolution de l'ensemble ex-tsariste. Il impose la langue russe comme langue véhiculaire de l'URSS. Dans chaque république, le Premier Ministre est toujours un autochtone, mais le Vice-Premier Ministre est toujours russe. L'économie des républiques est dirigée depuis une centrale moscovite, sans trop d'égards pour les besoins locaux. La politique suivie est celle d'une exploitation systématique des ressources géologiques et non celle d'une modernisation régionale. Bref, un régime colonial à l'intérieur des frontières.

Après la première guerre mondiale, l'URSS devint l'héritière d'un Empire tsariste tronqué, amputé de la Finlande, des Pays Baltes et de la Bessarabie. **STALINE** a reconquis ces régions, sauf la Finlande, grâce à l'aide de Hitler. En effet, en vertu des clauses du pacte germano-soviétique, **HITLER** et **STALINE** ont divisé l'Est européen en zones d'influence. **STALINE** a pris ce qui lui avait été octroyé. Seule la Finlande a résisté. En 1945, l'URSS n'acquiert que Sakhaline et les Khouriles, l'Ukraine Subcarpathique et le Nord-Est de la Prusse orientale, au détriment du Japon, de la Hongrie et de l'Allemagne. Le stalinisme a placé plus de territoires sous juridiction russe que les tsars n'en avaient jamais possédés.

Aujourd'hui, pourtant, avec le déclin de la démographie russe, l'affadissement des mythes soviétiques, on assiste à un réveil des peuples. La faiblesse économique russe, c'est la preuve que le marxisme n'a pas tenu ses promesses. L'idéal marxiste a constitué l'épine dorsale de l'empire soviétique, la force centripète qui rassemblait les peuples autour de l'élite et du noyau russes. Si cet idéal n'est plus pris au sérieux, si l'épine dorsale se brise ou se ramollit, les forces centrifuges



Gorbatchev, le nouveau maître du Kremlin, serait sans doute d'accord avec les thèses développées par Fritjof Meyer, dans son dernier ouvrage. L'URSS est incontestablement en déclin. A cause du fétichisme idéologique. Le caricaturiste de The Economist (Londres) nous montre un Gorbatchev prêt à remonter la locomotive soviétique. Mais le déclin démographique russe (comparable à l'allemand et au nôtre) le permettra-t-il ?

reprennent vigueur. C'est la loi historique découverte par le philosophe espagnol José **ORTEGA y GASSET**, dans son ouvrage ô combien fondamental: **España Invertebrada**. L'Espagne impériale a connu une dégradation semblable: elle a perdu successivement ses colonies sud-américaines, puis a été sauvagement agressée par les Etats-Unis en 1898 qui lui ont arraché le reste de ses territoires d'Outre-mer (Afrique exceptée) et, réduite à son noyau métropolitain initial, connaît les soubresauts des nationalismes ethnistes basque, catalan, andalou, galicien, etc. en rébellion contre le peuple ex-impérial castillan.

Dans l'URSS actuelle, les "nationaux-communistes" des républiques soviétiques non russes sont influencés par les événements qui troublent la quiétude des "démocraties populaires". Les Baltes cherchent à imiter les Polonais; les Ukrainiens avaient vibré en 1968 lors du Printemps de Prague; les Moldaves comprennent les Roumains et les Musulmans d'Asie Centrale s'intéressaient jadis au modèle chinois et s'intéressent depuis à la révolution islamique. **MEYER** nous évoque le Lithuanien Justas **PALEZKIS** qui glorifiait, dans la revue **Novoïe Vremiya**, la sagesse du **LENINE** décentralisateur et dénonçait l'erreur stalinienne. Aux fonctionnaires kazakhs et lettons des PC locaux, on reproche les préoccupations trop "régionales" en matière économique. En Ouzbekistan, les inscriptions officielles sont devenues unilingues ouzbèques (comme en Catalogne!). Le Lithuanien **SIMANAS**, membre du comité central, se plaint de l'installation massive de Russes dans son pays, ce qui provoque une crise du logement, dont pâtissent les autochtones, et engendre un mécontentement généralisé.

Bien sûr, l'éternelle lutte des systèmes, hérités du passé, se greffe sur ces conflits spontanés de la vie quotidienne. En Lithuanie, pays peuplé de deux millions de catholiques (pour 3,5 millions d'habitants), dont beaucoup sont Polonais, l'Eglise de Rome demeure le "symbole de la nation". Radio Vatican émet chaque samedi pendant une demie heure un programme à l'intention de la jeunesse lithuanienne. En Lettonie luthérienne, les autochtones ne forment plus que 53,7% de la population. A Riga, la capitale, ils ne sont plus que 38%! Cette minorisation dramatique suscite bien sûr des tensions. En Estonie, le chef du parti, **WAINO**, déclare que ce pays balte de parler finno-ougrien est devenu une "république plurinationale" avec 948.000 Estoniens et 409.000 Russes. A Tallinn, la capitale, les Estoniens sont également en minorité. La proximité de la Finlande rend les Estoniens plus combattifs et plus rétifs à la russification. 25% d'entre eux seulement connaissent le Russe. Les manifestations nationalistes y sont parfois violentes, surtout en 1980/81 après les concerts d'un groupe pop baptisé "Propeller".

En Ukraine, la majeure partie des procès de dissidence ont pour objet des menées nationales ou autonomistes et non une adhésion au système occidental. Ces menées nationales partent quelques fois d'un calcul économique: l'Ukraine, par exemple, a le même nombre d'habitants que la Grande-Bretagne, produit plus d'acier et plus de céréales; son niveau de vie devrait dès lors être équivalent à celui d'Albion. Dans les républiques caucasiennes, la russification a été un échec: seulement 20% des Géorgiens parlent la langue de Pouchkine. L'Asie Centrale, où la démographie est galopante, fait de l'URSS la cinquième nation musulmane de la planète, après l'Indonésie, le Pakistan, l'Inde et le Bengladesh. Bientôt le quart de la population soviétique sera musulmane, ce qui réduira encore le pouvoir qu'a exercé le peuple russe dans ces régions. En Ouzbekistan, l'écrivain Mamadali **MAHMOUDOV** (né en 1945), évoque le glorieux passé de ses ancêtres: **Timour**, **Baber** le conquérant des Indes et **Mangouberdi** qui fit trembler **Gengis Khan**. Les Russes évitent d'industrialiser cette région de crainte qu'elle ne leur soit un jour aliénée et perdue, qu'elle connaisse une "iranisation".

Un seul instrument efficace parvient à cimenter l'Empire: la langue russe. Si **LENINE** refusait l'assimilation par la langue, **STALINE** y voyait le seul moyen d'intégrer la mosaïque ethnique de l'Union. Aujourd'hui encore, seize millions de non Russes déclarent que le Russe est leur première langue et 82% de Soviétiques disent le comprendre. En 1926, l'URSS comptait 194 groupes ethniques: il n'y en a plus que 101. L'exemple le plus frappant: l'ethnie caucasienne des Mingreliens, d'où **BERIA** était issu, comptait 243.000 individus en 1926. En 1959, ils n'étaient plus que neuf. Du moins officiellement, car la plupart se déclaraient Géorgiens.

L'URSS souffrirait donc de gigantisme et, géopolitiquement parlant, cela signifie une difficulté à assimiler ses franges extrêmes. Les dirigeants soviétiques sont conscients de cet état de choses depuis la fin de la dernière guerre. En effet, ce qui explique la non-inclusion des "nouvelles démocraties populaires" est-européennes à l'Union, c'est la crainte de voir le peuple russe minorisé au sein de l'entité soviétique. Les Russes ne peuvent accepter d'être réduit au rang d'une nation équivalente aux autres. C'est le vieux péché grand-russien. **STALINE** a estimé, à juste titre sans doute, que des Etats satellites seraient plus faciles à dominer que des peuples annexés. Quelle tactique a dès lors utilisé "le petit père des peuples"? D'abord l'élimination des "nationaux-communistes" dans les Etats-frères du glacis est-européen. Ensuite, les remplacer par des marionnettes moscovites et permettre à celles-ci d'exercer le pouvoir chez eux, tout en reprenant à leur compte les mini-impérialismes des régimes "bourgeois" antérieurs: annexion de la Silésie et de la Poméranie par les Polonais, expulsion des Sudètes hors de Tchécoslovaquie, annexion par la Tchécoslovaquie et la Roumanie de territoires hongrois, invasion et assimilation forcée du Tibet à la Chine, etc. Mais cette politique n'a pu tenir que par l'octroi de concessions comme tolérer l'Eglise en Pologne; fermer les yeux sur les revendications roumaines à l'égard de la Bessarabie, même si elles sont purement formelles.

L'intégration se relâche même sur le plan militaire. En juin 1983, quand les représentants du Pacte de Varsovie se sont réunis à Moscou, pour décider des contre-mesures à prendre face à la course aux armements lancée par Reagan et notamment de l'installation des SS-21, 22 et 23 en RDA, en Tchécoslovaquie voire en Bulgarie, rien ne fut réglé. L'unanimité ne régnait pas. **CEAUCESCU**, avec l'appui des Bulgares et des Hongrois, insista pour qu'une "offensive de la paix" soit enclenchée. En Roumanie, des manifestations de masse contre les fusées de l'Est et de l'Ouest se sont déroulées, avec l'appui du régime, lors de la venue du Maréchal soviétique **KOULIKOV**. Le Bulgare **JIVKOV** déclara sans ambages qu'aucune arme atomique ne serait installée dans son pays. Quant au secrétaire du comité central hongroi, **SZŰRÖS**, il affirma, en présence de **KOULIKOV**: "Il n'existe pas d'objectifs communs, abstraits, indépendants des intérêts propres de chaque pays, en matière de politique extérieure dans le camp socialiste". Une phrase à méditer pour le laquais clérical **TINDEMANS**, bradeur de notre industrie, et l'ex-4ème-Internationale **GOL**, minuscule satrape musclé à l'échelle de la Belgique (faut-il dire, comme l'écrivain Ernst **CLAES**, de la Belgikske-nikske?), qui nous concoctent un régime plus policier que celui de **JARUZELSKI**. Les pays de l'Est sont plus indépendants de Moscou que nous ne le sommes de Washington. Bulgares, Hongrois et Roumains ont montré plus de détermination, plus de responsabilité politique que les **THATCHER**, **MARTENS**, **CRAXI**, **KOHL** et autres guignols fades du cirque grand-occidental.

SZŰRÖS pratique une politique gaullienne, dit **MEYER**, de détente, entente et coopération. Ainsi, il a déclaré: "A l'avenir, l'Europe sera certainement la grande initiatrice de la politique de détente. C'est le résultat de nos intérêts communs". **Neues Deutschland**, l'organe officiel de Berlin-Est, parle même d'une "communauté de responsabilité" (**Verantwortungsgemeinschaft**) grande-européenne qui serait à élargir au départ de la RDA, de la Pologne, de la Hongrie et de la Bulgarie. On assiste ici à une émancipation concentrée de plusieurs républiques est-européennes! A quand l'équivalent à l'Ouest où la servilité est quasi totale ?

Mais quelle alternative reste-t-il pour Moscou, demande **MEYER**? Le syndicat **Solidarité** a un jour évoqué la possibilité, pour la Pologne, d'acquérir un statut de "neutralité" à la finlandaise. Nous avions déjà suggéré cette éventualité pour les pays du COMECON (Cf. **Vouloir** n°11/12). Elle demeure la seule possible, la seule qui nous permette de conserver l'amitié du peuple russe. Mais cette "neutralité" polonaise, tchèque, est-allemande ou hongroise ne sera possible que lorsque le dernier troupier américain aura enfin débarrasser le plancher ouest-européen et que nous aurons nationalisé les multinationales, expulsé leurs directeurs américains et puni sévèrement ceux qui auront contribué à juguler l'élan de notre industrie. En compensation, les Américains n'auront qu'à nationaliser les multi-nationales européennes (notre indépendance vaut bien cela) installées sur leur sol grâce aux capitaux de traîtres aussi ignobles que nantis. Ce n'est, hélas, pas demain la veille. **MEYER** ne souligne pas assez cette nécessité d'expulser l'occupant américain, avec le risque de faire passer son analyse de la lente désintégration du bloc soviétique pour un plaidoyer pro-occidental.

Au-delà des sphères est-européennes et asiatiques, la situation de l'Union Soviétique n'est guère brillante. Avec **BREJNEV**, l'URSS était passée à une phase offensive en matière de politique internationale, en misant sur des mouvements de libération nationale. Le bilan n'est franchement pas positif aujourd'hui. Seuls, la Lybie, la Syrie et le Yémen du Sud restent plus ou moins fidèles à l'URSS. Même Cuba se rapproche de Washington. Le rapport de forces dans le monde s'est modifié au détriment de Moscou sans que les Etats-Unis n'aient dû faire usage de leur puissance militaire. Moscou n'a pas su comprendre la mentalité des peuples "exotiques" et s'avère, jusqu'ici, incapable de jouer la carte des indépendances euro-

péennes. C'est là sa tragédie. Notre conclusion: seule l'Europe, émancipée des USA, sauvera la Vieille Russie et lui sauvegardera la Sibérie pour les siècles à venir.

Le livre de **MEYER** nous interdit de succomber au discours atlantiste qui évoque un danger soviétique.

René LAUWERS.

Fritjof **MEYER, Weltmacht im Abstieg. Der Niedergang der Sowjet-Union,** C.Bertelsmann, München, 1984, 320 S., DM 34.

MENACE SOVIETIQUE ?

Aucun dogme ne domine autant notre vie politique, notre agir en matière de politique internationale que celui de la "menace russe". De Reagan à Tindemans et de Thatcher à Le Pen, à peine sorti de son ghetto d'adorateurs de gri-gri fachos, tous communient dans l'exécration rituelle du même "Satan", tout en se gaussant de Khomeiny qui, lui, prétend que le "premier Satan", c'est l'autre Gros. Le dogme de la "menace russe" parraine l'augmentation irrationnelle des budgets militaires américains, au point de déséquilibrer l'économie de la première puissance de la planète ! Ce dogme sous-tend un argumentaire qui envahit non seulement tout le discours des politiques extérieures occidentales mais pervertit aussi les débats intérieurs. Si bien que la vue-du-monde que nous administrent les médias s'effondrerait si ce dogme disparaissait. Le faire disparaître, tel est l'objectif que se sont assignés deux journalistes de Grande-Bretagne, Jim **GARRISON** et Pyare **SHIVPURI** et dont le livre vient de paraître en édition allemande. Les deux auteurs analysent méticuleusement les constantes du discours qui pose la Russie comme la puissance militaire qui menace l'Europe de l'Ouest. Résultat de leur enquête: les politiciens, les industriels et les militaires occidentaux ont grand intérêt à répandre le thème d'une Union Soviétique capable de prendre, du jour au lendemain, le contrôle du globe. Le croquemitaine soviétique sert à détourner l'attention du public qui pourrait se mettre à réclamer des comptes à propos du chômage qu'il subit et des ponctions fiscales qu'on lui inflige.

Un processus de démonisation de l'autre, tout aussi paranoïaque, sévit à l'Est où le leitmotiv du "capitalisme occidental agressif" (voire du revanchisme allemand) permet aux apparatchniks de rester au pouvoir et au Pacte de Varsovie de survivre pour, dit la thèse officielle, éviter au "socialisme" l'étranglement.

GARRISON et **SHIVPURI** brossent un tableau très convainquant des relations Est-Ouest. Quelles sont leurs conclusions? Qu'il n'existe aucune alternative possible à la coexistence pacifique. Sinon le cimetière nucléaire pour 500 millions d'Européens.

La seule façon d'éviter cette lugubre perspective, c'est de connaître la Russie et les motivations de ses dirigeants. Parmi les nombreuses questions que posent les deux journalistes (et ils y répondent presque toujours excellemment), il y en a une qui nous apparait fondamentale: de quel passé les Russes sont-ils les héritiers?

Car c'est ce passé tragique qui modèle le mental des Russes. Ils ont connu en ce siècle deux guerres terribles sur leur territoire, la première suivie d'une guerre civile non moins atroce. Ces expériences les ont profondément marqués. La "paranoïa" soviétique est sous-tendue par la perception d'une menace omniprésente imposée par la géographie. Cette phobie de l'**encerclement** les a poussés à l'aventure afghane, erreur fatale qui leur a attiré l'antipathie de nombreux Etats non alignés mais erreur **située** dans une logique géopolitique aisée à comprendre à la lumière des enseignements que nous livre l'histoire russe.

Croire que le Pacte de Varsovie soit un instrument destiné à promouvoir une révolution communiste mondiale, c'est ignorer délibérément les faiblesses qui minent le camp socialiste de l'intérieur. Ce pacte ne sert plus qu'à renforcer l'hégémonie de l'URSS en Europe Centrale. Ces efforts militaires en Afghanistan comme en Europe coûtent très cher à Moscou. Le prix à payer: renoncer à être le partenaire égal des Etats-Unis donc renoncer au vieux rêve de Khroutchev. L'influence soviétique dans le monde est en recul: la Chine s'est rangée du côté de Washington, l'Egypte aussi, l'Inde affirme avec force son non-alignement. En Angola et au Mozambique, leur mainmise se relâche sous la pression militaire ou diplomatique sud-africaine. Fidel Castro n'est plus le vassal dévoué d'antan, la Roumanie suit sa propre voie et rue dans les brancarts, etc..

Dans la lutte qui l'oppose aux Etats-Unis, l'URSS perd du terrain. Et sacrifie des ressources gigantesques pour poursuivre quand même la course aux armements car elle souffre du "**complexe Barbarossa**" (le souvenir de l'invasion allemande de juin 1941) et module sa politique sur la hantise de nouvelles invasions étrangères, occidentale ou chinoise.

Le livre de **GARRISON** et **SHIVPURI** nous dévoile une image de l'URSS qui est celle d'un vieil ours malade et traqué. Non celle d'un ogre prêt à bondir et à dévorer les enfantelets sans défense.

Leur livre ne nous induit-il pas à poser une question terriblement perverse: l'Europe ne devrait-elle pas se remémorer l'antique adage de la diplomatie britannique: toujours s'allier avec le plus faible contre le plus fort ? Ceux qui adopteraient cette stratégie risquent d'être cruellement déçus. L'URSS serait, dans la conjoncture actuelle, un allié bien encombrant, un allié qu'il faudrait armer et équiper et qui ne serait peut-être pas efficace. L'Europe est seule devant les Etats-Unis. D'où notre tâche: préparer une longue marche, une très longue marche pour sortir du tunnel de la servitude....

Un reproche pourtant au bouquin de **GARRISON** et **SHIVPURI:** pourquoi truffer leur démonstration de tableaux sadiques, comme celui des confessions d'une femme turque réfugiée en Europe de l'Ouest après avoir été torturée par les policiers militaires d'Evren ? C'est là, sans doute, une concession aux masochistes qui ont envahi, ces deux dernières décennies, les groupuscules dits "gauchistes", leur créant finalement grand tort et leur ôtant tout sérieux. Aujourd'hui, les vidéos donnent davantage aux esprits malades que les récits des victimes politiques...

Luc NANNENS.

Jim **GARRISON** & Pyare **SHIVPURI, Die russische Bedrohung, Mythos oder Realität** (mit einem Vorwort von Horst-Eberhard **RICHTER**), C. Bertelsmann, München, 1985, 445 S., DM 48.

LA GRANDE DEBACLE

L'historien Jacques **de LAUNAY** n'est pas un inconnu, même et surtout du grand public. Il sait "raconter" et appuyer ses narrations d'une documentation fort bien fournie. Son dernier livre relate un des épisodes les plus tragiques de l'histoire de notre siècle: la fuite de sept millions de civils allemands devant l'Armée Rouge en 1945. Cet exode a pratiquement vidé la Prusse Orientale, la Silésie et la Poméranie de ses habitants. Le IIIème Reich s'effondrait dans l'horreur, le sang, les bombardements. Les hommes de quinze à soixante-cinq ans étaient mobilisés. Les invalides et les femmes aussi: pour travailler dans les usines.

Jacques **de LAUNAY** nous explique le déroulement de l'exode naval de la Prusse Orientale vers le Schleswig ou la Scandinavie. L'enfer de Dresde où 300.000 civils meurent dans un déluge de feu. La prise de Danzig et le sac de Koenigsberg. Le siège de Breslau et la chute de Berlin. Un monde nouveau est né, dans ces villes et ces provinces de l'Allemagne orientale, après ce cortège d'horreurs sans nom. Des populations slaves ont remplacé les Allemands, tués, morts de faim ou des privations endurées ou passés à l'Ouest. Le "Drang nach Osten" a échoué et le génie allemand, agricole, culturel ou industriel s'est replié à l'intérieur des frontières de la "plus petite Germanie". Le "na zapad" slave, lui, a gagné la bataille. Jacques **de LAUNAY** nous explique des faits qui hantent encore les souvenirs des réfugiés, qui blessent encore des centaines de milliers de coeurs et rend très difficile le dialogue germano-russe. L'Allemagne de l'Ouest reste dès lors sous la coupe américaine, Washington ayant intérêt à mettre ces atrocités innommables en exergue. Le blocage est quasi insurmontable pour les générations qui ont vécu, en victimes civiles, les combats de Silésie, de Poméranie et de Berlin. La récente affaire des "réfugiés silésiens" qui a secoué la République Fédérale montre que les cicatrices ne sont pas encore guéries.

Jacques **de LAUNAY** appuye son récit par vingt-deux annexes documentaires des plus instructives. L'annexe 10, par exemple, nous dresse un bilan des pertes allemandes (civiles) en Baltique. L'annexe 14, intitulée "La guerre germano-soviétique aurait-elle pu se terminer avant l'invasion de l'Allemagne?", nous révèle que Joseph **GOEBBELS** avait pensé, au début avril 1944, à une telle solution. Le Ministre de la Propagande voulait trouver un accord qui permette à **STALINE** de poursuivre sa politique anti-anglaise en Europe balkanique et anti-américaine en Extrême-Orient. **GOEBBELS**, proche avant l'accession de **HITLER** au pouvoir, des milieux nationaux-bolchévistes, voulait ainsi concéder la Finlande et le Nord de la Norvège aux Soviétiques, redonner toute la Pologne à l'URSS (selon l'ancienne frontière de l'Empire des tsars) et placer sur orbite soviétique les trois nations orthodoxes des Balkans: la Roumanie, la Bulgarie et la Grèce. **HITLER** et **BORMANN**, eux, voulaient poursuivre la guerre sur deux fronts. **GOEBBELS** aurait qualifié

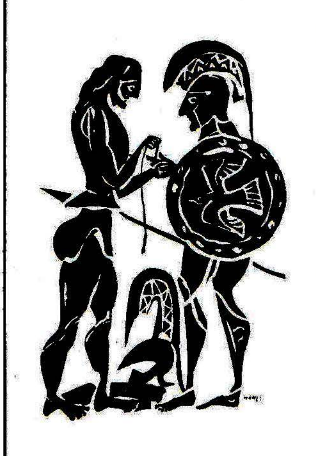
cette position "d'optimisme stupide". En tout cas, elle est responsable du gâchis horrible de 1945-46 et du blocage d'aujourd'hui.

L'annexe 15 parle de la déportation des Allemands de la Volga. L'annexe 17 publie des extraits du manifeste publié par le "Comité pour la libération des peuples de Russie" (Vlassov).

Un livre de statistiques, une anthologie de faits vécus qu'on lira avec autant d'attention que de passion.

Gilles TEGELBECKERS.

Jacques **de LAUNAY, La Grande débâcle, 1944-1945, Sept millions de civils fuient devant l'Armée Rouge,** Albin Michel, Paris, 1985, 316 pages, 98 FF.



Ce numéro double de VOULOIR, le premier à compter 20 pages, n'a été distribué qu'à nos seuls abonnés et collaborateurs. La rédaction a décidé de prospecter d'autres fichiers d'abonnés potentiels, en Belgique comme à l'étranger ! Rien qu'au cours du seul mois de juin, le nombre de nos abonnés à augmenter de 33%. Un grand merci à tous ceux qui nous manifestent ainsi leur soutien !

Prochain numéro: Juillet-Août 1985 (n°19/20). Au cours de cet été paraîtra également notre n°6 d'ORIENTATIONS. Le thème central: Les Etats-Unis. Articles de Michael Walker, Robert Steuckers, Guillaume Faye.

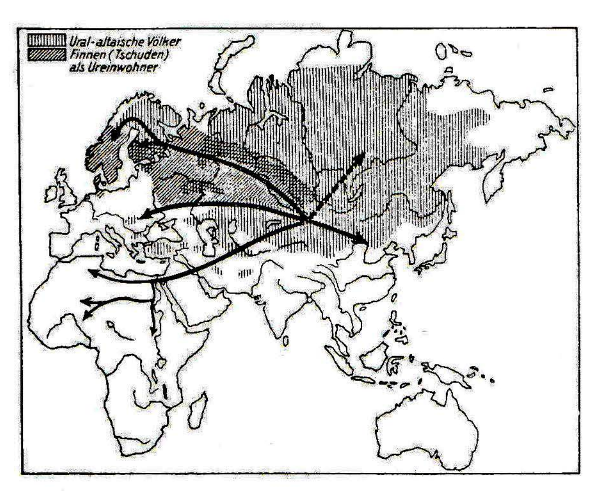
Histoire des Turcs

L'habitat originel des peuples "altaïques" se situe sans doute dans la steppe qui jouxte les massifs de l'Altaï et du Khangaï chinois. Vers le Nord, cet habitat primitif s'étendait probablement à la taïga sibérienne. Les peuples turcs vivaient à l'Ouest et au Nord-Ouest de cette vaste zone, tandis que les Toungouzes peuplaient une région située au Nord-Est de celle-ci et les Mongols au centre et au Sud-Est. Les groupes hunniques occupaient, eux, le Sud-Ouest.

Il existe un grand spécialiste français de l'histoire et de la culture de ces peuples: Jean-Paul **ROUX**, maître de recherches au CNRS, professeur à l'Ecole du Louvre et membre de l'Institut des Etudes Turques de l'Université de Paris. Dans une **Histoire des Turcs**, publiée chez Fayard, **ROUX** nous retrace l'épopée pluri-séculaire des peuples "turcs-altaïques". Partant des Hiong-Nou et des Tabgatch, des Huns, des Hephtalithes et des Avars, il nous révèle la dynamique de ces migrations parties du centre de la masse continentale eurasiatique, migration qui s'ébranlèrent tantôt vers la Chine tantôt vers l'Ouest ou le Sud persan et indien. Aucune civilisation voisine des peuples turcs n'a échappé à leur influence ou à leurs fureurs. Rome et la Germanie ont retenu le nom d'**Attila**, pour en faire "le fléau de Dieu" ou le "bon souverain paternel" des poèmes épiques burgondes ou du cycle alsacien de Sainte Odile.

Les premiers Turcs "historiques" seront les Türük qui lègueront leur nom à toutes les populations touraniennes actuelles. Ils investiront petit à petit l'Iran, entreront en contact avec Byzance pour donner un nom nouveau à la Cappadoce et l'Anatolie antiques.

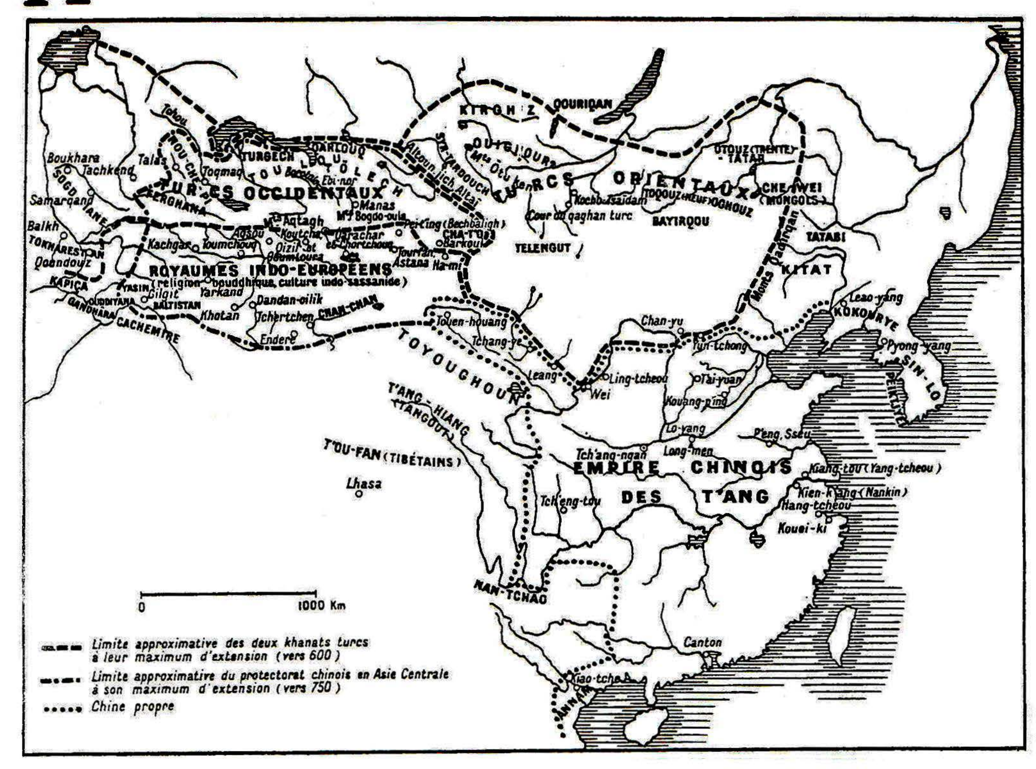
Tous ces peuples "turcs" (**"Turkic"** disent les Anglo-Saxons) ont fondé une civilisation de la steppe, du cheval et de la guerre. Le rythme de leur vie est celui des nomades, scandé par l'alternance des saisons. De cette civilisation et de ces rythmes de vie, découle une vision à la fois nomade et guerrière de l'existence historique. Ces armées de cavaliers invincibles ne sont pas, insiste **ROUX**, "des bandes de sauvages indisciplinés et furieux, mais des armées cohérentes et bien menées". Le matériel, cotes de mailles, épées, lances et boucliers, se perfectionnent sans cesse, s'adaptent chaque fois aux conditions nouvelles du combat.

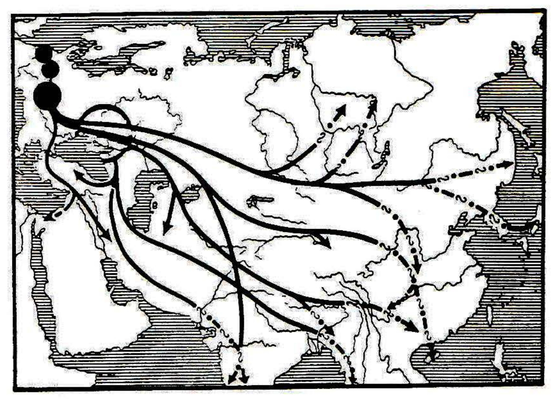


La répartition géographique des peuples ouralo-altaïques et des Finnois selon Paul Borchardt. Les voies de l'immigration ouralo-altaïque ont ultérieurement empruntées par d'autres peuples. Les Indo-Européens ont suivi les mêmes voies pour accéder à l'Asie Centrale. Il n'y eut pas de synthèse grèco-bouddhique viable. On peut le regretter. Le peuple tockharien est peut-être le seul à avoir tenté un tel syncrétisme.

De la religion "cosmique" et nationale, propre à toutes les ethnies turques de l'Antiquité, il reste des traces vivantes dans l'organisation sociale. Cette religiosité enracinée, née de la steppe et de ses rigueurs, transparaît dans l'esprit de discipline, dans l'endurance étonnante des soldats turcs ou centre-asiatiques. Mais très tôt, ces religiosités seront confrontées aux religions universelles. Le bouddhisme d'abord. Né en Inde, il fera de l'Asie Centrale, patrie des ethnies turques, une de ses voies d'expansion vers la Chine. Persécuté en Chine, le bouddhisme se réfugiera en Asie Centrale, tant chez les pré-Turcs que chez les Indo-Européens, sans ébranler l'ancienne religion nationale ni modifier les coutumes. En dehors de cette mystérieuse et captivante Asie Centrale, l'Islam des Califes se taille un empire démesuré: du Sud des Pyrénnées à l'Indus et à la Transoxiane. Cet ensemble ne durera pas: le morcellement, les affrontements intérieurs en briseront l'unité. L'élan guerrier se perd, tandis qu'une civilisation splendide, la plus raffinée de son époque, prend son essor et attise les convoitises. Monde arabe et monde turc se retrouveront ainsi face à face. Victorieux contre la Chine, l'Islam n'a pas exploité les potentialités géopolitiques que lui offrait une Asie Centrale ouverte à sa pénétration et désormais fermée à l'expansion chinoise. Une lutte gigantesque entre trois géants s'est déroulée dans cette zone-clef de la grande Eurasie. Chinois, Arabes et Turcs se disputeront la suprématie. Après avoir détruit le premier empire des Türük, les Chinois seront écrasés en juillet 751 par une coalition regroupant Karluk, Turcs de Tachkent et garnisons arabes de Sogdiane. La bataille est livrée sur les rives du Talas, à mi-chemin entre le Syr-Daria et le Lac Balkach. Ainsi est décidé, en un seul jour, le sort de l'Asie Centrale qui, au lieu de devenir chinoise comme elle semblait devoir le faire, va s'ouvrir à l'Islam.

Les Ido-Européens, présents depuis la plus haute Antiquité de la Mer Noire à l'Himalaya, reculent partout et perdent toute espèce de prépondérance dans la région. A l'aube du VIIIème siècle, deux forces seules comptent: le formidable flux arabe vers l'Est et celui des Turcs vers l'Ouest. "C'est comme si deux grands vents de sens contraires venaient à se heurter". Mais ces forces d'un égal dynamisme vont s'allier: l'Islam donnera sa religion et sa civilisation aux Turcs; les Turcs, leurs armées à l'Islam.





Au-dessus, carte dessinée par Louis Hambis (Cf. ***La Haute-Asie****, PUF, 1953). Elle nous montre la localisation géographique des derniers royaumes indo-européens d'Asie Centrale, de 600 à 750 environ. Ci-contre, la pénétration indo-européenne en Asie selon Günther. Il s'agit surtout des peuples indo-européens du groupe "Satem". Une phase de l'histoire largement méconnue et occultée par la fascination exercée par les religions moyen-orientales, au passé nettement moins glorieux.*

Arabes et Iraniens ne voulaient plus se battre. Mais l'Islam avait besoin de soldats et les achetait aux marchés d'esclaves de Samarkand. Des esclaves-soldats turcs, achetés à prix d'or, devinrent finalement les maîtres de l'Islam. Ils déposent ou assassinent les Califes. Tandis que les Turcs entraient comme esclaves sur les terres des Califes, l'islamisme était proposé aux Turcs de l'Asie Centrale. Les premiers convertis furent les Bulgares de la Volga et de la Kama. En 921, ils envoient une délégation au Calife **al-Muqtadir** pour lui apprendre leur conversion. La conversion des Kharakanides s'ensuivit. L'Asie Centrale connaissait pour la première fois un Islam autochtone, porté par une ethnie turque et non plus réservé à quelques missionnaires ou sages isolés en terre étrangère. Puis les Ghaznévides d'Afghanistan et les Seldjoukides, (du nom de **Seldjük**, ancêtre éponyme d'une famille qui allait faire parler d'elle) adoptèrent l'Islam. De cette conversion au déclin ottoman, en passant par l'hégémonie mongole et l'épopée de la Horde d'Or, le rôle des Turcs dans l'aventure humaine sera primordial.

Les premiers signes de déclin apparaîtront après le règne de **Soliman**. Les grands vizirs du Magnifique ne seront plus Turcs mais Grecs, Bosniaques, Albanais, Hongrois, Slaves, etc. Les Habsbourgs ne laisseront pas prendre Vienne et la Russie slave, jamais anéantie par les Turcs et les Tatars, va petit à petit ré-indo-européaniser l'Asie Centrale. En 1571, le Khan de Crimée, **Devlet Girey**, vassal des Ottomans, incendie encore Moscou. De 1586 à 1590, les Russes construisent une chaîne de forteresses le long de la Volga et cherchent à prendre la Crimée en tenaille. L'affrontement entre Turcs et Russes durera jusqu'à la fin du XIXème siècle. L'enjeu de cette lutte: l'immense étendue forestière sibérienne qu'avaient perdue les Chinois, en une seule bataille, en juillet 751. Les Turcs d'Asie Centrale sont aujourd'hui soumis aux Russes qui affrontent les Chinois, alliés des Etats-Unis. Sur le plan démographique, les Russes ont eu le dessus au XIXème quand leur démographie alors galopante avait plus que doublé leur population en quelques décennies.

Les Chinois limitent volontairement leurs naissances mais les Musulmans soviétiques turcs gardent une natalité en hausse. Y aura-t-il un deuxième reflux indo-européen ? L'histoire de l'Asie Centrale et le destin de la Sibérie dépendent d'une dynamique où s'affrontent Turcs et Indo-Européens. Arabes et Chinois d'aujourd'hui semblent attendre en marge de cette dynamique.

Outre le reflux turc dû à la pression russe, **ROUX** relate aussi l'histoire de la "résurrection", c'est-à-dire la révolution de Mustafa **Kemal** dit Atatürk (Turc-Père). Démembrée par les alliés à la suite de la Grande Guerre et occupée par les Grecs, les Italiens et les Français qui, en outre, appuyent le "séparatisme arménien", la Turquie semblait, en 1919, condamnée à l'oubli. Mustafa **Kemal** sait toutefois que les Français et les Italiens ont versé trop de sang contre les Austro-Hongrois et les Allemands pour mobiliser encore de l'énergie pour mater la nouvelle insurrection "jeune-turque". Seuls les Grecs passent à l'offensive mais pour essuyer une défaite sanglante, les obligeant à évacuer toute leur population d'Asie Mineure. Un Etat turc, moderne et laïc, se crée. Celui que nous connaissons aujourd'hui et qui comptera quelque 80 millions d'habitants en l'an 2000.

ROUX est le témoin d'un passé deux fois millénaires. Il n'est pas prophète. Il se borne à montrer quelles positions géopolitiques détiennent les peuples turcs aujourd'hui. La Turquie tient les Détroits et son armée est nombreuse et capable de se battre. En Iran, le khomeynisme a changé le système des alliances. Les Ouïghours du Sin-Kiang vont-ils accepter d'être submergés par la démographie chinoise? Vont-ils s'allier aux Turcs soviétiques et jouer un rôle décisif dans l'affrontement larvé entre Russes et Chinois? Les Turcs soviétiques vont-ils déplacer le centre de gravité de l'URSS? **ROUX**, à ce propos, nous signale la "turquisisation" de Russes en Ouzbékistan. Les frontières des Etats tiendront-elles devant le fait ethnique, fait plus "turc" (ou touranien) que strictement musulman? Les ethnies turques ont fait preuve, depuis l'aube de leur histoire, d'un sens réel de syncrétisme. Ils gardaient, au fond d'eux-mêmes, une religiosité païenne intacte qui donnait corps à l'organisation de leurs sociétés et de leurs systèmes militaires. Ils adoptèrent boudhisme, Islam, laïcité kémaliste, ou marxisme islamisé tout en restant eux-mêmes. Leur idéologie implicite reste une sorte de pan-touranisme, dont une brochette d'intellectuels étaient conscients au début du siècle. Le reste n'est, pour parler comme **SPENGLER**, que **pseudomorphose**. Face à cette constance remarquable, les Indo-Européens, minés par la perversité chrétienne en matière politique, n'offrent aucune cohérence. Il est vrai que l'unité indo-européenne n'est pas perçue par les Indo-Européens avec la même acuité que l'unité turque par les Turcs.

Le fait libéral, seul avatar actuel de l'anti-politisme chrétien, confisque tout destin aux Indo-Européens. Cet anti-politisme chrétien, mué en libéralisme, s'est incrusté dans nos sociétés et a noyé cette "tradition", impalpable pour des cerveaux modernes, qui organisait les peuples guerriers, donnait un cadre solide à leur histoire et secrétait une religion des ancêtres et des lignées, seule force capable de sauver l'existence historique des peuples. Le fil conducteur des peuples occidentaux est brisé: ils n'ont plus ce sens de la continuité puisque rien dans leur "culture" ne met à l'honneur ou ne permet de mettre à l'honneur la geste des ancêtres. En-deçà du romantisme qui prospectait nos héritages et découvrait le fait indo-européen, l'idéologie occidentale n'est plus que "présentiste", c'est-à-dire attachée à la défense de ses tout petits intérêts à court terme et stérélisée dans sa conscience historique. Allemands et Russes, épuisés par la IIème Guerre Mondiale, possèdent, édulcoré par le libéralisme ou le marxisme, un tel fil conducteur. Chez les Russes, même soviétisés, la conscience de reprendre le flambeau des royaumes indo-européens d'Asie Centrale contre les Turcs et les Chinois, est

bien vivante. Un Institut des Etudes Indo-Européennes de Moscou y veille. Il faudra attendre que ces Slaves et ces Germains retrouvent cet esprit à l'état pur, sans la chape d'un libéralisme biblique anglo-saxonnisé ou d'un marxisme rigide et étroitement rationaliste. La "ouesttoxication" nous empêche de voir se dessiner un destin à l'Est de l'Oural.

Bertrand EECKHOUDT.

Jean-Paul **ROUX, Histoire des Turcs, Deux mille ans du Pacifique à la Méditerranée**, Paris, Fayard, 1984, 389 pages, 98 FF.

LA RELIGION DES TURCS ET DES MONGOLS

Jean-Paul **ROUX**, l'an dernier, ne s'est pas contenté de publier sa brillante **Histoire des Turcs.** Il a aussi fait paraître, chez Payot, un ouvrage sur **La Religion des Turcs et des Mongols**. On sent bien que, pour ce grand "turcologue" de France, cette religion originelle des peuples turcs et mongols doit nous révéler la substance même de ces ethnies, l'expression du noyau ultime de leur être, de leur spécificité. Cette religiosité d'un peuple de pasteurs nomades, rattachée par bien des traits à la civilisation de la forêt, transparaît sous l'Islam. Mieux, **ROUX** défend la thèse que la société musulmane a été entièrement refaçonnée par les "mamelouks" (=mercenaires de race blanche, indo-européenne ou turque) isssus des ethnies turques. La conversion des Seldjoukides à l'Islam a été sincère, **ROUX** n'en disconvient pas, mais, de tradition non-arabe, les Turcs ont interprété le Coran au travers de leur langue et de leur "idéologie" (au sens dumézilien du terme) propres. Ainsi, le Ciel-Dieu fut assimilé à Allah et de nombreuses prières gardent les traces des anciens cultes de la montagne, de l'eau et de l'arbre.

Le triomphe des religions universelles reste donc, selon **ROUX**, tout relatif. Thèse importante qu'il s'agit d'approfondir. Ainsi, derrière l'Islam, se profile la spécificité du chamanisme. Qu'est-ce qu'un chaman ? C'est, dit **ROUX**, quelqu'un doué d'une trop forte personnalité pour pouvoir entrer dans une quelconque catégorie de la population active "normale". Le chaman est en relation avec les puissances du cosmos; mais comment celui-ci est-il perçu par les Turcs et les Mongols? Question essentielle, parce qu'elle est la clef de voûte de toute religiosité. Le monde des Turcs et des Mongols est constitué de "forces" (les **numina** des Latins). Au niveau cosmique, le ciel est senti dans son unité et dans sa pluralité. Aux niveaux végétal et minéral, chaque arbre ou chaque pierre a une âme. Au niveau de l'homme, tout individu est composé de plusieurs forces; il a "plusieurs âmes" et il relève des âmes collectives de sa famille, de son clan et de sa tribu, voire de son empire. Les dimensions de cette religiosité sont donc **variables** et **multiformes.** Les personnalités participent simultanément a plusieurs hiérophanies.

Ainsi, le symbole de l'**arbre** aura une importance capitale. L'arbre déifié éveille deux représentations essentielles: celles de l'axe du monde et de source de vie. Pour les Tatars de l'Altaï, au centre de tout, pousse un sapin gigantesque. L'arbre cosmique, tout comme l'**Yggdrasil** des Germains et des Scandinaves, fait communier par son tronc les branches célestes et les racines souterraines. Le culte de l'arbre chez les Turco-Mongols ressemble à celui des Germains: sous l'arbre, on prend des décisions importantes. Chez les Avars, la population du clan ou de la tribu s'assemble tous les mercredis ("Wotanes-tag", jour d'Odin-Wotan chez les Germains) pour suspendre toutes espèces de fruits à un arbre colossal (de cela, il nous reste la coutume de suspendre des pommes, puis des boules, aux arbres de Noël). Les peuples turcs et mongols possèdent presque tous une "montagne sainte", considérée comme "berceau de la race", "lieu totémique des ancêtres". Parmi les grands mythes d'origine, il faut également compter ceux du **loup** et du **"lac des cygnes"**, écrit **ROUX.**

Le mythe du loup est peut-être d'origine indo-européenne. Des rois, à l'instar de Romulus et Remus, sont allaités par des louves. Le loup est "ancêtre". Les figures de loups sont souvent associées à des "hommes bleus" ou des "hommes jaunes aux yeux bleu foncé" ou encore des "hommes au visage blanc et aux yeux bleu foncé". "Homme jaune" signifie sans doute "homme aux cheveux blonds et "homme bleu", "homme aux yeux bleus". ces associations renforcent l'hypothèse que les cultes du loup seraient d'origine indo-européenne et que c'est là la trace que Tokhariens, Wou-Soun (présumés indo-européens) aient laissé chez les Turco-Mongols.

Le **cygne**, thème également septentrional, joue un grand rôle dans la mythologie turco-mongole comme dans les mythes germaniques (notamment dans les **Niebelungen**). Peuples altaïques (Samoyèdes, Lapons, Tchuktche), Russes et Polonais partagent également ce fond mythique eurasien. **Tchaïkovski** s'en est inspiré pour **Le Lac des Cygnes.** La religion turco-mongole déploie, au contraire des dualismes proche-orientaux, un sens de l'unité de la vie, non maculé d'anthropomorphisme. Les animaux, par exemple, ne sont ni égaux ni inférieurs ni supérieurs aux hommes: ils sont à la fois le tout autre et le tout semblable. Leurs instincts sont parfois plus puissants; ils savent parfois mieux que l'homme ce qui adviendra.

Cette religion, que **ROUX** a exploré, demeure inclassable dans les systèmes imaginés par les anthropologues. Et **ROUX** conclut son livre en posant la question capitale suivante: serait-ce en définitive surtout ou uniquement une **mystique**? "Cela expliquerait et ses inconséquences, et ses variations dans la stabilité, et cette facilité qu'elle a eue à se vêtir des habits des religions constituées" (p.286). Aux "raisons théologiques" qui cisaillent et classifient les "morceaux" de cette unité cosmique qu'elles débitent et qu'elles nient par artifice intellectuel, la steppe et la forêt est-européenne et eurasienne n'opposent-elles pas la **tolérance** et le sens du **multiforme** et du **pluriel**, la soumission humble aux forces cosmiques mais aussi le dialogue avec elles ? Alors, la steppe, est-ce l'Eden du mysticisme, du panthéisme immortel ? De ce mysticisme qui a légué aux civilisations chrétienne et islamique ces irremplaçables **Meister Eckehart** et ces **Soufis** ? Du paganisme immémorial, précédant toutes les peurs, toutes les angoisses dérivées du refus dualiste de l'unité cosmique ? C'est peut-être la leçon à tirer de ce grand livre de **ROUX.**

Bertrand EECKHOUDT.

Jean-Paul **ROUX, La religion des Turcs et des Mongols**, Payot, Paris, 1984, 323 pages, 140 FF.

UN NOUVEL ATLAS HISTORIQUE ALLEMAND

Qui ne connait pas, dans l'espace linguistique francophone, le célèbre atlas historique paru chez Stock à Paris ? Traduit en neuf langues, cet ouvrage, disponible en édition de poche, est l'oeuvre de Werner **HILGEMANN** et Hermann **KINDER. HILGEMANN**, avec l'aide du cartographe Jürgen **TAUFMANN**, vient de réussir un nouveau coup de maître: il a réalisé un atlas de l'histoire allemande contemporaine (1918-1968). Ces cinquante années d'une histoire très mouvementée sont présentées grâce à une combinaison originale de cartes et de textes. Chaque carte est accompagnée d'un texte explicatif qui nous révèle les dessous et les généalogies des événements historiques.

Grâce à cette présentation originale, le lecteur peut saisir les mouvements historiques dans leur évolution spatiale. Successivement, au fil des pages, il reçoit une représentation graphique du déclin du système de Weimar, de la montée du nazisme et de la constitution des deux Etats allemands depuis 1949.

A cette nouvelle cartographie historique, **HILGEMANN** a ajouté des cartes géopolitiques ou des graphiques datant des époques qu'il traite. des journalistes malveillants (notamment celui qui a consacré à l'atlas une recension dans **Die Zeit**) lui ont reproché d'exhumer des souvenirs du nazisme. Il a été facile de rétorquer à ces pâles accusations: peut-on, en effet, faire de l'histoire sans recourir aux documents d'époque ? **HILGEMANN** a bien pris soin de marquer d'une boule rouge toutes les cartes qu'il a retirées d'ouvrages anciens. Par ailleurs, cet atlas contient des cartes particulièrement intéressantes sur l'évolution politique de la Pologne et de la Tchécoslovaquie.

Les structures intérieures du IIIème Reich, la création des deux républiques allemandes après la IIème Guerre Mondiale ainsi que les opérations militaires au cours de celle-ci, sont minutieusement reproduites sur cartes. Les statistiques apparaissent clairement et permettent de se faire une vision rationnelle de l'histoire.

B.E.

Werner **HILGEMANN, Atlas zur deutschen Zeitgeschichte**, Piper, München, 1984. Preis der Taschenbuchausgabe: 19,80 DM.

LES IDEES DE LA NUOVA DESTRA

La transparence du pouvoir, l'élimination des oligarchies, la participation populaire à la gestion de la chose publique, l'éducation des citoyens, l'efficience... Un par un et en silence, la démocratie réelle a enterré les cadavres de ces idoles que la démocratie idéale avait érigées en objets de culte. Deux cents ans d'histoire environ nous séparent de cette révolution jacobine qui aurait dû incarner les idéaux des Lumières; nous pouvons aujourd'hui l'accuser d'avoir douloureusement démenti les espérances de ceux qui avaient cru vouer leurs existences à un progrès qui ne s'arrêterait jamais, à une société purgée de tout espèce de pouvoir et mise au diapason du culte de la "Raison omnipotente".

Particulièrement significatif est le fait que ce ne sont pas, aujourd'hui, les théoriciens de la "réaction" ou les beaux esprits antidémocratiques qui constatent la faillite de l'illuminisme (1) politique. C'est plutôt à un homme comme Norberto **BOBBIO** que nous devons les pages les plus claires dénonçant les "promesses non tenues" de la démocratie. C'est à la politologie actuelle que nous devons les analyses les plus profondes d'une crise dont on n'aperçoit pas (encore?) l'issue: si l'on délégitimise les institutions, si l'on scrute la généalogie du principe de représentation, les autorités centralisées actuelles, celles des partis pourris qui structurent notre nouvelle féodalité, perdent en fait leur pouvoir et leur force d'attraction, malgré les cris de rage de ceux qui défendent les intérêts les plus divers et les plus insignifiants. **La désaffection à l'égard de la machine politique triomphe aujourd'hui.**

Avec l'assurance de jouir d'une certaine popularité (qu'y a-t-il de plus efficace, de nos jours, pour se faire entendre des "gens normaux" que de déployer une démagogie qualunquiste (2) des plus agressives?), nous pourrions ajouter notre voix à ce choeur de rouspétance et nous moquer du déclin d'un système dont les bases théoriques s'amenuisent de plus en plus et dont les procédures s'avèrent de jour en jour plus perverses, aussi invraisemblable que cela puisse paraître. Or, pour acquérir une crédibilité dans les milieux universitaires, il serait commode de constater et d'afficher son mépris, de hocher de la tête et de pousser de longs soupirs sans indiquer de solutions tout en se consolant (ce que semble faire bon nombre de spécialistes en sciences sociales) du "dynamisme" de la société industrielle avancée, dynamisme qui corrode et arase les infrastructures de tous les systèmes politiques existants. Ce "dynamisme" est la "preuve" qu'avancent les habitants de cette déraisonnable civilisation mercantile occidentale...

Effectivement, nous pourrions nous noyer dans cet aréopage. Nous n'avons toutefois par l'intention de le faire. Et, au risque d'être considérés comme des "insérés" par les uns ou comme des "dangereux" par les autres (3), nous avons préféré étudier de plus près le processus de complexification de nos sociétés, d'en analyser les mécanismes, d'en discerner les protagonistes et, surtout, de commencer à penser les issues potentielles. Mais quand nous disons "nous", qui voulons-nous désigner? L'usage de ce pluriel couvre, ici, cet agglomérat de sensibilités diverses et de substance humaine que l'on désigne, en Italie, sous le nom de "Nuova Destra" (4). Cette mouvance a tenu son quatrième colloque d'études. Il s'est déroulé à Venise en octobre 1983 et le volume dont nous traitons ici en contient les actes.

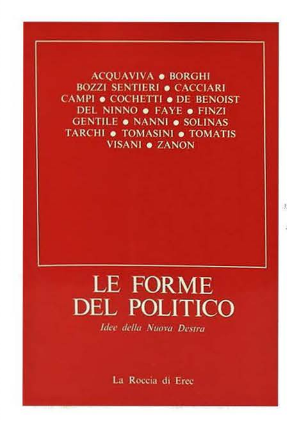
Le forme del Politico (=Les formes du politique): un titre ambitieux, certes, mais à travers lequel on peut découvrir les deux dimensions du projet que les auteurs portent en eux: la double capacité 1) d'analyser de manière incisive toutes les questions centrales de notre temps -relatives aux possibilités de conférer un sens à la convivialité humaine en notre époque de fragmentation des valeurs- et 2) de coaguler en un moule, de poser une ébauche de société alternative, toutes les suggestions qui sont nées et ont mûri à l'ombre d'expériences et de mentalités diverses.

Ces deux défis, on ne peut dire qu'ils aient déjà été vaincus par les événements. Certes, dans les pages de ce volume, se juxtaposent des intuitions brillantes et des bilans qui feront école, des audaces et du déjà vu. Cet ensemble bigarré est encore ouvert à toutes les contradictions. Mais il constitue incontestablement un pas en avant par rapport aux tentatives antérieures des animateurs de la Nuova Destra: **Proviamola Nuova** et **Al di là della destra e della sinistra ...** (4).

Dans **Le forme del Politico** (malgré une ou deux bavures), le cadre d'ensemble estcohérent; le centre d'intérêt est bien délimité, l'approche est pareille à celles de toute la littérature de colloque: des synthèses ébauchées et proposées par une brochette de ténors mais dont les accents de voix trahissent la volonté de poser ensemble une recherche commune. Certes: le spécialiste n'en pardonnera pas le caractère hâtif et l'adepte des systèmes de pensée clos en reprochera l'hétérogénéité des prémisses philosophiques.



Margaret Thatcher, tout en se proclamant "libérale", ne tient pas compte des vieilles aspirations sociales et communautaires du peuple britannique. Une manière de tordre le cou à la "démocratie" réelle au nom de la démocratie formelle



Acquaviva, Borghi, Bozzi Sentieri, Cacciari, Campi, Cochetti, de Benoist, Del Ninno, Faye, Finzi, Gentile, Nanni, Solinas, Tarchi, Tomasini, Tomatis, Visani, Zanon, **Le forme del Politico. Idee della Nuova Destra,** La Roccia di Erec, Firenze 1984, pagg. 192, lire 12.000.

Cet ouvrage est disponible à notre "service librairie" *(voir p.20). Pour tout renseignement concernant la "Nuova Destra": La Roccia di Erec, Via dell'Oriuolo 20 (2°piano), I-50122 Firenze. Tél.: O55/21.87.14.*

La plupart des participants viennent des milieux de la droite classique ou radicale et l'on ne pourra que s'étonner de voir quelle maturité ils ont acquise en peu d'années. **Le forme del Politico** est un livre qui ne recèle rien de ces jugements à l'emporte-pièce, velléitaires et improvisés: bref, de toutes ces caractéristiques dont la droite italienne est incapable de se libérer. L'objectif du colloque et du livre n'est pas de "dénoncer" telle ou telle turpitude du régime, telle ou telle activité de tel ou tel parti ou mouvement, mais de proposer du neuf aux sociétés italienne et européenne.

Le point de départ, c'est un questionnement. Le triste effondrement des classes politiques, desséchées dans la routine administrative, la désaffection toujours plus marquée à l'égard de la vie publique, constituent-ils notre destin inéluctable ?

Entre les rêves carressés par les technocrates qui veulent fuir l'histoire et les risques d'une catastrophe imminente déjà annoncée par les révoltes ethniques et les guerres de libération nationale, par les soubresauts du terrorisme et ceux des conflits sociaux, une troisième voie est-elle impossible?

Pour les orateurs appartenant à la mouvance qu'est la Nuova Destra -mais aussi pour leurs interlocuteurs d'origines politiques et philosophiques diverses comme Massimo **CACCIARI** et Sabino **ACQUAVIVA**, qui avec Francesco **GENTILE**, Claudio **FINZI** et Peppe **NANNI** (5) ont couché leurs réflexions sur le papier et animé un débat aussi dense que vivant, où les idées et les hypothèses les plus différentes ont fusé et été confrontées- **une troisième voie est possible.** Tous refusent de souscrire aux perspectives angoissantes et cherchent à mobiliser leurs énergies pour dégager l'essence du politique, la substance des relations humaines, la logique de l'action sociale. A toute catégorie dépassée du monde politique et politicien, nos auteurs cherchent un substitut adéquat parce qu'ils sont conscients de l'accélération constante qui caractérise notre époque.

Plus du tout circonscrite dans les limites imposées par les institutions classiques, la politique se place désormais, à leurs yeux, **au-delà** de l'Etat, dans de nouveaux groupes associatifs et dans des formes inédites de participation. Comme le note Guillaume **FAYE** (6), le politique se déploie désormais dans de **nouveaux territoires**, ce qui nous oblige à réviser la vieille

typologie libérale, typologie qu'analyse, dans les pages de **Le forme del politico,** Alain **de BENOIST** (7). Mais au-delà de l'effondrement des idoles du XXème siècle (comme celle du **Welfare State**, de l'Etat-Providence, dont Alessandro **CAMPI** examine la crise avec une remarquable minutie) (8), de nouveaux concepts apparaissent sur lesquels se fondera la politique de l'avenir: la **communauté**, les **fonctions**, **l'état** (ceto/Stand/état au sens professionnel du terme). Exiger la légitimité, c'est demander le retour du mythe et de sa puissance suggestive et mobilisatrice. La recherche de nouvelles solidarités se fait pressante et vise la préservation des spécificités populaires et culturelles à l'encontre de la dynamique anthropologique véhiculée par l'individualisme dégénéré en égoïsme social, individualisme qui sert d'assise aux formes politiques occidentales.

L'oeil rivé sur cette réalité contemporaine, les hommes de la Nuova Destra italienne restent résolus à défaire les noeuds que l'ère des régimes libéraux avoue être incapable de trancher. Et pour dépasser la césure entre la norme et la décision (9), pour surmonter le conflit sans le réduire ingénument à une attitude purement pathologique (10), pour sortir du nihilisme, il faut scruter cette **crise des fondements** qui a bouleversé le politique. Seule une **irruption de sens** dans le monde pourra conjurer l'actuel mutisme du politique: c'est dans l'interrogation, dans l'évocation de ce **sens** aujourd'hui toujours refoulé, dans le retour à la **sacralité** du rapport homme/univers, que se situe la tâche immanente et tragique de ceux qui, comme le souligne **NANNI**, "acceptent et vivent la **césure** comme sphère de l'horizon contemporain mais sans vouloir l'accepter comme parole définitive".

Marco TARCHI.



NOTES

(1) Nous employons ici l'expression "illuminisme" qui désigne, en langue italienne, la philosophie politique globale du XVIIIème siècle. En français, "illuminisme" désigne généralement une secte libre-penseuse bavaroise, fondée par un certain Adam ***WEISSHAUPT.*** *L'historiographie contre-révolutionnaire, et notamment les travaux de la Britannique Nesta* ***WEBSTER****, présentent l'illuminisme de Weisshaupt comme la matrice de tous les mouvements révolutionnaires du XIXème et du XXème siècles. Nous utilisons ici le terme "illuminisme" dans un sens plus général, englobant la vision du monde des "Philosophes" et des Encyclopédistes français, l'Aufklärung allemand, les cultes du bonheur et de la nature propres au XVIIIème, le "revival" de l'Aufklärung lancé par* ***HORKHEIMER*** *et* ***ADORNO****, les thèses libérales actuelles et la philosophie implicite du statu quo qui règne aujourd'hui en Occident. Cette définition globale a été illustrée, en Italie, par Antonio* ***SANTUCCI****, dans une anthologie intitulée* ***Interpretazioni dell'Illuminismo*** *(Il Mulino, Bologna, 1979).*
Le politologue Norberto ***BOBBIO****, dans un très récent ouvrage (****Il futuro della democrazia. Una difesa delle regole del gioco****, Einaudi, Torino, 1984), évoque la dégénérescence de la démocratie dans le procédurier et l'évacuation/stérélisation de toutes les valeurs dont elle aurait pu se faire la défenderesse. Pour* ***BOBBIO****, l'entreprise "démocratie", du moins selon les critères de l'illuminisme, est déficitaire. Il faudrait trouver une autre définition et une autre praxis de la "démocratie".*

(2) C'est-à-dire une démagogie qui s'adresse à l'homme de la rue et à ses colères sans finalement s'avérer capable d'apporter du neuf.

(3) L'entreprise ***Nuova Destra*** *a suscité critiques et approbations dans les rangs de la Destra italienne. Pour les uns, le recours aux théories sociologiques et politologiques contemporaines constituent une trahison par rapport à un héritage culturel et littéraire qu'il s'agit simplement d'illustrer et de répéter. Pour les autres, conquérir le terrain dans les universités et surtout les facultés de sciences politiques permettra de subvertir le consensus avec beaucoup plus d'efficacité que les bagarres de rue ou les déclamations tonitruantes qu'affectionnent généralement les mouvements de droite. Pour cela, ne faut-il pas se départir de l'étiquette "droite"? En effet, l'anti-intellectualisme de la droite, son refus de penser la modernité et de lancer des "utopies prospectives concrètes", la condamnent à répéter le passé avec de moins en moins d'audience. Ce qui renforce son mythe de la décadence.*

(4) Nous ne traduirons pas "Nuova Destra" par "Nouvelle Droite", pour la simple raison que les réalités françaises et italiennes sont foncièrement différentes. Si la Nouvelle Droite française met surtout l'accent sur le paganisme, les grands problèmes de l'actualité (Tiers-Monde, Socialisme, Démocratie, Conflits de civilisations, éducation), la Nuova Destra italienne scrute les théories politiques et met l'accent sur la création de nouveaux concepts. Elle est moins "esthétisante" que sa consoeur française, moins "polémique" aussi mais plus "universitaire" et plus "théorique". Une analyse très approfondie des différences et des points de convergence des deux mouvements-frères reste à faire. L'intérêt en serait incontestable. ***Proviamola Nuova*** *et* ***Al di là della destra e della sinistra*** *ont constitué les deux premiers bancs d'essai de cette Nuova Destra. Ce sont également les actes de colloques. La rigueur universitaire n'y était pas encore présente, comme le souligne ici Marco* ***TARCHI.***

(5) Massimo ***CACCIARI*** *est professeur d'esthétique à l'Université de Venise et membre de la "Commissione Industria della Camera" pour le compte du PCI; il est l'un des philosophes les plus hétérodoxes de son parti. Il est un grand admirateur de Carl* ***SCHMITT.*** *Sabino* ***ACQUAVIVA*** *est sociologue. Francesco* ***GENTILE*** *est professeur de philosophie du droit à la faculté de jurisprudence de l'Université de Naples. Parmi ses derniers ouvrages:* ***Intelligenza politica e ragion di Stato*** *(Dott. A. Giuffrè Editore, Milano, 1983). Claudio* ***FINZI*** *et Peppe* ***NANNI*** *sont des collaborateurs réguliers des publications de la Nuova Destra.*

(6) Le texte français de cette brillante intervention de notre ami et collaborateur Guillaume ***FAYE*** *est parue dans la revue* ***Etudes et Recherches*** *(N°3, p.49) sous le titre "****Les nouveaux territoires du politique****".*

(7) Cf. Alain ***de BENOIST****, Verso* ***una revisione della tipologia politica liberale****, in:* ***Le Forme del politico****, Cf. supra.*

(8) Alessandro ***CAMPI****,* ***Crisi e critica dello stato sociale: i nuovi confini del politico****, id., Cf. supra.*

(9) La querelle entre la "norme" et la "décision" est capitale pour l'histoire du droit au XXème siècle. Carl Schmitt parlait de la préséance de la "décision", Hans Kelsen de celle de la norme.

(10) Vis-à-vis du "conflit" en tant que phénomène sociologique, deux "pathologies" peuvent se présenter: 1) celle qui refuse toute espèce de conflit et 2) celle qui pousse ses composantes destructrices jusqu'au bout.



DEMOGRAPHIE ALLEMANDE: UN DESASTRE !

La démographie allemande subit un déclin préoccupant. Dans notre pays, le journal **De Standaard** a déjà maintes fois tiré la sonnette d'alarme. La situation, tant en Flandre qu'en Wallonie, est quasi identique. Mais à quand une étude globale de ce phénomène qui frappe presque tous les pays d'Europe du Nord, Irlande exceptée? Sur ce sujet, tabou dans la grande presse, admirablement exposé en France par des hommes comme Pierre **CHAUNU** et Alfred **SAUVY**, cinq professeurs ouest-allemands viennent de faire paraître deux brochures (Cf. infra). Le Professeur Dr. Heinrich **SCHADE**, démographe, parle du **génosuicide**, de l'auto-destruction du peuple allemand. Parmi les causes de ce déclin démographique, **SCHADE** ne compte ni l'avortement ni la contraception mais davantage la perte de toute conscience politico-historique au profit d'un vague technocratisme pseudo-rationnel et "économiste", les conséquences d'un nouveau droit matrimonial, la destruction de la dignité de la femme. Le Professeur Dr. Robert **HEPP** évoque le brûlant sujet de l'immigration. Celle-ci nous cache le déficit démographique réel. Le Professeur Dr. Helmut **SCHRöCKE** aborde la question sous l'angle de la biologie des populations. Dans une seconde brochure, Rudolf **KüNAST** et Johannes P. **NEY** axent leurs réflexions sur l'état (désastreux) dans lequel végète aujourd'hui la famille allemande, en tant que cellule de base de la société. Après avoir analysé minutieusement le rôle de la famille comme facteur de stabilisation dans la société, ils mettent en exergue toutes les mesures anti-familiales que déploie le système: l'économie, le droit, la politique, l'éducation nationale se mettent tous à l'enseigne d'une **pensée monocausale**, inorganique et ignorante de la complexité du monde biologique et démographique. **KüNAST** et **NEY** prônent, à l'instar d'un Edgard **MORIN**, d'un Konrad **LORENZ**, d'un Friedrich **VESTER**, etc., l'avénement d'une philosophie globale dérivée des sciences de la vie et non des fantasmes rationalistes et moraux. Ils accusent sévèrement le consumérisme d'avoir contribué à la destruction de la famille européenne.

H. **SCHADE**, R. **HEPP**, H. **SCHRöCKE**, **Deutschland ohne Deutsche**, Grabert Verlag, Tübingen, 1984, 48 S., 5 DM. (Adresse: Postfach 1629, D-7400 Tübingen). R. **KüNAST**, J.P. **NEY**, **Deutschland ohne Familie. Denkschrift zur Lage der deutschen Familie**, Grabert Verlag, 1985, 36 S., 5 DM.

PHöNIX

Phönix est un journal rédigé par de "jeunes conservateurs" et se préoccupe essentiellement de politique, d'histoire et de Kultur. Dirigée par Elmo **SCHWANDKE**, cette revue a publié, dans son numéro 14 (I/1985), plusieurs articles qui mérite vraiment l'attention. Ainsi, Karlheinz **WEISSMANN** y rédige une étude, dédiée à Armin **MOHLER** pour son soixante-cinquième anniversaire, sur la symbolique politique des cercles appartenant à la "Konservative Revolution". **WEISSMANN** y narre aussi l'histoire des nationalistes hostiles au nazisme et notamment celle des adhérants du mouvement de jeunesse qui se sont rangés derrière la critique de **NIEKISCH**. Ces jeunes avaient pour symbole le drapeau noir et pour devise, celle des vieux Frisons: **"lewer dod uas slaw"** (plutôt mort qu'esclave). Hans-Christof **KRAUS** nous brosse un portrait de Jacob **GRIMM**, le philologue allemand du XIXème siècle qui avait clairement l'intention de créer une "grammaire et une philologie politique". Enfin, deux hommages: à Ernst **Jünger** pour son nonantième anniversaire et à Hans-Georg **GADAMER** pour son quatre-vingt-cinquième.

Phönix, c/o Elmo Schwandke, Vor der Höhe 6, D-3380 Goslar 1.

FUNDAMENTOS

La revue espagnole **Fundamentos**, dans son numéro 4, célèbre le centenaire de la parution du plus connu de tous les livres de **NIETZSCHE: Ainsi parlait Zarathoustra.** Dû à la plume d'Eugenio **GIL**, l'article dégage de manière remarquablement didactique les trois piliers de cet ouvrage poétique et philosophique à la fois: la mort de Dieu, la volonté et la vie, l'éternel retour. Dans ce même numéro, un long article de notre compatriote et ami Rogelio **PETE** sur la civilisation celtique. Cet article paraîtra sous forme de brochure d'ici quelques semaines et sous les auspices de la revue **L'Anneau**. Quant à Bartolome **PROHENS**, il compare le message nietzschéen avec l'intention du philosophe **HABERMAS**.

FUNDAMENTOS, Apartado 151.061, Madrid. Rédacteur-en-chef: Carlos **SALAS**.

THE SCORPION

The **Scorpion** est, de notre point de vue, la plus intéressante des revues britanniques. Son rédacteur-en-chef, Michael **WALKER**, vient une fois de plus de perpétrer un coup de maître. Le numéro 8, sorti de presse il y a quelques semaines, est entièrement consacré au Romantisme. Et, en la matière, il s'y connaît, Michael **WALKER**! Gros de quarante pages, le numéro contient trois maîtres-articles de **WALKER** lui-même: The Romantic Vision, Two Cheers for E.M. Forster (dont le livre **A passage to India** vient de passer au cinéma) et, enfin, Eros and Chaos, a Romantic View of the German Question (à paraître sous forme de brochure par nos soins). Outre cette riche contribution, citons: Radicalisme and Tradition de Robin **DAVIES** (une analyse du romantisme britannique), Henry Williamson: The New European par Padraig **CULLEN** (Williamson est l'apôtre de la réconciliation européenne après les carnages de 1914-1918). Ensuite deux contributions françaises: Michel **MARMIN** et Georges **GONDINET** polémiquent à propos du mythe de Don Juan. Deux contributions italiennes: Mario **APRILE** analyse le Risorgimento et Luis **CHESTER** évoque l'oeuvre **d'EVOLA**, **Chevaucher le Tigre**. Une contribution espagnole: Javier **NICOLAS**, The Immortal Richard Wagner.

The Scorpion, BCM 5766, London WC1N 3XX. Prix du numéro: 1 £.

L'UOMO LIBERO

La luxueuse revue milanaise **L'Uomo Libero** vient de sortir son vingtième numéro. Son directeur, Mario **CONSOLI**, signe encore l'un de ses éditoriaux mordants dont il a le secret. Cette fois, intitulé **Tecnologia e stabilità del Sistema**, le texte constitue une philippique contre la stabilité de notre système occidental. Et stabilité signifie mort. Dans ce cas, mort par étouffement. Piquons au hasard une phrase: "Les élections de type partitocratique n'ont rien à faire ni du consensus ni de la participation ni surtout de la liberté". Enrico **RONZONI**, dans **Dietro la democrazia**, nous explique la nécessité de réagir au conditionnement du politique par l'économie. La revue contient en outre une traduction in extenso de la brochure de Guillaume **FAYE**, **La nouvelle société de consommation**. Stefano **VAJ**, l'un des collaborateurs les plus réguliers de la revue, dans son article intitulé **La tecnica, l'uomo, il futuro**, affirme que notre civilisation sera sauvée du déclin par un "plus" de technique et non par une fuite frileuse dans le pastoralisme. Gianantonio **VALLI**, dans un article historique brillant nous rappelle le déclin de l'Europe Centrale. Cette Europe-là était le réceptacle d'une vitalité paysanne, d'une conception du politique qui sentait toute la signification, à la fois symbolique et concrète, de la terre. A cette vision, s'oppose la vision thalassocratique des capitalismes britannique et américain. Ceux-ci avaient intérêt à disloquer l'Europe Centrale. C'est cette intention qui les a poussé aux deux guerres mondiales de ce siècle.

L'Uomo Libero, Casella postale 14035, I-20140 Milano. Prix du numéro: 7000 Lire.

MANNUS

Mannus est la plus ancienne revue d'archéologie allemande. Son fondateur fut le grand historien et archéologue allemand Gustaf **KOSSINA**. Elle est aujourd'hui dirigée par Dieter **KORELL**. Dans le numéro 2/85, deux articles ont tout particulièrement attirés notre attention: l'un de Karl **BARTHOLOMäUS** qui cherche à déterminer la situation géographique de l'Ile de Circé. D'après **BARTHOLOMäUS**, Ulysse aurait voyagé des Açores ("nombril de la Terre") vers le Finistère, de là vers les Cornouailles ("l'île de l'étain" pour les Anciens) puis vers la Baie d'Héligoland. Ensuite, une article de Peter **HöVEL** sur les Scythes en Crimée et le long des côtes septentrionales de la Mer Noire.

Mannus, c/o Dr. Dieter Korell, Kleine Str. 28, D-5300 Bonn 1.

CHANGEMENT D'ADRESSE:
*Ceux qui souhaitent désormais acquérir la carte de **l'Europe des Ethnies** dessinée par l'équipe du groupe **O.R.P.H.E.E.** devront désormais s'adresser à:*
O.R.P.H.E.E.,
B.P. 62,
Poste Centrale/rue de la Régence,
B-4000 LIEGE I.
La carte est en vente au prix de 200 FB. Pour plus de renseignements: Cf. Vouloir n°10.

MJöLLNIR / ORDE DER EEUWIGE WEDERKEER

Connaissez-vous **MJöLLNIR**, la revue de l'**Orde der Eeuwige Wederkeer** (Ordre de l'Eternel Retour)? Cette revue se spécialise dans la mythologie germanique/scandinave. Le rédacteur-en-chef Koenraad **LOGGHE** y met l'idée païenne dans une perspective nouvelle **(De Heidense gedachte in een nieuw perspectief)**. Ralf **VAN DEN HAUTE**, par ailleurs directeur de la revue **L'Anneau**, définit le "mal" dans l'oeuvre de **TOLKIEN** **(Het kwaad in Tolkiens Oeuvre)**. Cet article, procédant selon les critères de la méthode comparative, dégage bien les affinités qui existent entre des oeuvres apparamment aussi différentes que celles d'Ernst **JüNGER (Visite à Godenholm)**, Friedrich **GUNDOLF** (membre du "Cercle" de Stefan **GEORGE**), etc. **VAN DEN HAUTE** fait également référence au germaniste Gustav **NECKEL** et à toutes les exégèses de l'oeuvre de **TOLKIEN**. Kurt **den DIETSER** nous parle de l'idée de Graal chez Joris **VAN SEVEREN**. Il compare les écrits de chef du VERDINASO avec ceux d'**EVOLA** et cite un texte de **VAN SEVEREN** où **POE** est commenté. Le reste du numéro est consacré aux rubriques habituelles: une étude sur **WAGNER**, sur les Niebelungen, sur l'Edda, sur l'Islande, etc.

MJöLLNIR, c/o **Orde der Eeuwige Wederkeer**, Cellenbroederstraat 20, B-2000 Antwerpen. Prix du numéro (ici, le 2/85): 120 FB. Abonnement (4 num.): 350 FB.

ETHNOPSYCHOLOGIE

A l'**Institut havrais de sociologie économique et de psychologie des peuples**, paraît, deux fois par an, une revue: **Les Cahiers de sociologie économique et culturelle**. Cette publication s'intéresse, en premier lieu, à l'**ethnopsychologie**. Dans son numéro de décembre 1984, un article du professeur C. **CAMILLERI**, de l'Université René Descartes (Paris V), **les étudiants étrangers en France et leur discours sur l'identité**. **CAMILLERI** dégage parfaitement ici quelles sont les raisons, pour les jeunes intellectuels maghrébins et africains, de conserver leur identité.
Dans le numéro de Juin 1985, nous avons pu lire: **Stéréotypes nationaux et marketing européen** (par Bernard **DELAGNEAU**); **Approche ethnopsychologique du corps** (par Dominique **PICARD**); **Aspects culturels de la maladie et de la médecine** (par Pierre **ERNY**); **Quelques jalons pour la compréhension anthropologique de la folie** (par Jean-Pierre **CASTELAIN**); **Le couple mixte - Une situation psycho-sociale particulière...** (le problème des couples Blancs/Noirs et du métissage, par Geneviève **VINSONNEAU**), etc.

Cahiers de sociologie économique et culturelle, c/o Institut havrais de sociologie économique et de psychologie des peuples, 56, rue Anatole-France, F-76600 Le Havre (France). Prix du numéro: 50 FF.

LA "NOUVELLE DROITE" en RSA: TOUJOURS PRESENTE !

Nous avions déjà parlé de la "Nouvelle Droite en RSA" (Cf. Vouloir n°3). Ce groupe poursuit ses travaux. Dans son troisième dossier (automne 1984), une brillante série d'études: **The Polytheist Alternative**, par Jacques **MARLAUD** qui évoque la récurrence du paganisme dans des films tels **Zardoz** et **Excalibur** (de John **BOORMAN**) et l'effondrement parallèle des grands systèmes intellectuels qu'avait essayés de sauver "l'Ecole de Francfort". **MARLAUD** nous explique les concepts capitaux de "démythologisation", de "polymythie" et de "monomythie" en se référant aux travaux d'Odo **MARQUARD**. La lutte de l'avenir sera celle du polythéisme des valeurs contre les avatars du dualisme chrétien. Herman **de WET** compare Carl **SCHMITT** et Friedrich **NIETZSCHE**. Ensuite, Eugène **DROTSKIE** et Jacques **MARLAUD** polémiquent à propos de l'oeuvre de Michel **FOUCAULT**.
Dans le numéro 4 (1985), nous pouvons lire une traduction d'un texte devenu célèbre de Robert **de HERTE** et Hans-Jürgen **NIGRA** sur l'Amérique, paru dans **Nouvelle Ecole** en 1975. A la suite de ce texte, devenu plus ou moins la "bible" de l'anti-américanisme de "droite" (si du moins l'on daigne encore accorder une quelconque valeur à cette étiquette), la rédaction met les choses au point en répondant à la question: **Is Reagan's America SA's Friend ?**

Ideas for a Cultural Revolution / Idees vir 'n kulturele rewolusie, c/o Die Sekretaris, IDEES, Postbus 28280, 0132 Sunnyside, RSA.

CRITICON

La revue néo-conservatrice munichoise **Criticon** a l'habitude de présenter des portraits d'écrivains ou de théoriciens politiques dans chacun de ses numéros. Dans le numéro 88 de mars/avril 1985, Karlheinz **WEISSMANN** cerne la personnalité d'Armin **MOHLER** qui inventa, au début des années 50, le concept de "Révolution Conservatrice". Cet article est dédié à **MOHLER** pour son 65ème anniversaire. **WEISSMANN** met parfaitement en exergue le fil conducteur central de toute l'oeuvre, scientifique et journalistique, de **MOHLER**. Ce fil conducteur est une révolte contre la tyrannie exercée par les abstractions. La décadence selon **MOHLER**, c'est quand les abstractions prennent le pas sur la réalité. Ce texte nous apprend aussi comment **MOHLER** se positionne en tant que conservateur "moderne", c'est-à-dire en conservateur qui accepte les innovations de l'âge technique. Si jadis le pastoralisme, la nostalgie d'un monde agraire, constituaient l'épine dorsale de tous les conservatismes, ce n'est plus le cas depuis deux ou trois décennies, où la gauche s'est emparée de l'idéologie anti-techniciste. **MOHLER**, aujourd'hui, estime que la "Nation" est redevenu le thème central du débat politique en Allemagne, car le pacifisme, malgré toutes ses illusions, a tout de même réinjecté le problème crucial de la souveraineté nationale. C'est, pour **MOHLER**, un retour au concret. Donc l'amorce d'une sortie hors du déclin. Dans le numéro 89 (mai-juin '85), Alexander **GAULAND** rappelle l'oeuvre politique oubliée du grand poète romantique anglais Samuel Taylor **COLERIDGE** (1772-1834). Toujours dans le même numéro, un article de Christian **ZINSSER** sur le Maréchal polonais Joseph **PILSUDSKI**, à l'occasion du cinquantième anniversaire de sa mort en 1935.

Criticon, Knöbelstrasse 36/V, D-8000 München 22.



on a lu ça :

PROTECTIONNISME
Pour avoir bu du Pepsi sur son lieu de travail, un employé de la firme Coca-Cola a été sanctionné par une retenue de salaire de 10.000 FB et par trois jours de mise à pied. Le « criminel », un employé de l'usine d'Anniston (Alabama) a expliqué que sa femme lui avait apporté à l'usine un repas acheté dans un restaurant « fast-food » qui ne vend que du Pepsi.
Un des responsables de l'usine a expliqué qu'il était contraire à la politique de la maison de boire des produits concurrents sur le lieu de travail.

LE SOIR 22/23-VI-85

SUITE DE L'EDITORIAL...

qui n'ont pas fait face à leurs responsabilités), policiers et gendarmes déboussolés et ne sachant à quel saint se vouer, dirigeants de foot ne songeant qu'à leur sale fric, politicards complètement dépassés, pauvres mecs ayant acheté leur billet d'entrée en noir sans se rendre compte qu'ils venaient de prendre un aller-simple pour l'au-delà.

Alors, les zombies se sont mis à réfléchir. Ils ont vu vaciller le monde confortable qu'ils vivent à travers les medias. Et les zombies prirent peur. Et les dirigeants des zombies comprirent qu'ils pouvaient tirer profit de cette panique. Aussi, Gol, ministre belge de la Justice, proposa de renforcer les lois sur le maintien de l'ordre. Craxi y vit le moyen de gagner son référendum sur l'austérité.

Mais d'autres dirigeants des zombies eurent vraiment peur. Ainsi, le président de la Chambre des représentants de Belgique, le libéral Defraigne, y alla de son coup de gueule. Il dénonça l'impéritie des "responsables". Il accusa. Et le peuple des zombies retrouva quelque peu son confort. On allait voir ce qu'on allait voir. Un monde a failli basculer, il n'est évidemment pas question de le renverser.

Mais les culpabilités, elles, ne trouveront pas de sanctions. Les vrais coupables ne seront jamais punis. Et le zombie qui est votre serviteur -pour se réconforter- s'est promené le lendemain, au fond des bois. Et il a cru entendre le cri de ses semblables tués au Heysel.

J'accuse cette société, avec tous ses moyens, ses medias, ses policiers, ses politiciens, ses banquiers, d'avoir écarté l'essentiel pour l'éphémère.

Et à cet appel, il n'a pu répondre. Car l'essentiel nous devons le retrouver. Cet essentiel, après tout, c'est notre culture.

Georges ROBERT

VOULOIR

Supplément bibliographique mensuel à la revue ORIENTATIONS.
N°17/18 JUIN 1985.
Prix: 85 FB-14FF-3,70FS-4DM-2700Lire-2,20 $ Canadien.



abonnez-vous

L'abonnement à **VOULOIR** coûte 450 francs belges à verser au compte BBL n°310-0049870-01 de Robert Steuckers. Pour la France, les paiements s'effectuent par chèques à l'ordre de Robert Steuckers. Pour l'Allemagne, la Suisse et l'Italie, la formule des mandats postaux s'avère la meilleure.
Les mandats postaux doivent être adressés à la fois à la revue et à Robert Steuckers.

L'abonnement donne droit à 12 numéros de **VOULOIR**. Ce supplément à la revue **ORIENTATIONS** paraîtra dix fois par an.

Il est désormais possible de s'abonner à la revue **ORIENTATIONS**. Pour quatre numéros et 12 numéros de **VOULOIR**, le prix s'élève à 900 francs belges (ou 140 francs français). Ceux qui ont déjà versé leur abonnement à **VOULOIR** et souhaitent prendre un abonnement à la revue **ORIENTATIONS** devront ajouter 500 francs belges (ou 80 FF).

Prix des abonnements de soutien à **VOULOIR** (donnant droit à deux numéros de chaque livraison): 600 FB (ou 85 FF, 30 DM, 20 FS). Donnant droit à trois numéros de chaque livraison: 700 FB (ou 100 FF, 35 DM, 28 FS).

Notre adresse:

ORIENTATIONS/
E.R.O.E.-E.K.S.O.,
BPB n°41,
B-1970 WEZEMBEEK-OPPEM.

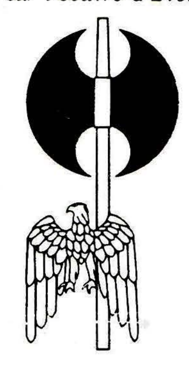


Editeur responsable: Robert Steuckers, BPB n°41, B-1970 Wezembeek-Oppem.

SERVICE LIBRAIRIE

Adriano **ROMUALDI, Julius Evola: l'homme et l'oeuvre**, Pardes/Trédaniel, Puiseaux/Paris, 1985. Prix: 530 FB + 27 FB (port). Délai de livraison: 15 jours (avant le 1er août seulement).

"Avec la mort, survenue dans des circonstances brutales, de notre très cher et jeune ami Adriano Romualdi, la nouvelle génération de droite et d'inspiration "traditionnelle" vient de perdre l'un de ses représentants les plus qualifiés".
Cette phrase extraite de l'article que Julius Evola écrivit au lendemain de la mort d'Adriano Romualdi -né à Forli le 9 décembre 1940 et décédé prématurement, le 12 août 1973, des suites d'un accident de la route- suffit à faire comprendre les affinités et l'amitié qui unissaient ces deux hommes.
Germaniste, spécialiste des études indo-européennes, Adriano Romualdi, qui avait été nommé à la Faculté des Sciences Politiques de l'Université de Palerme peu avant sa mort, a écrit en une dizaine d'années un nombre impressionnant d'essais et d'articles.
Julius Evola: l'homme et l'oeuvre est le premier essai publié en Italie sur l'auteur de **Révolte contre le monde moderne**. En quelques pages d'une limpidité parfaite, Romualdi nous fait partager son admiration pour un homme au-dessus de son temps et sa fascination pour une oeuvre puissante et riche.
Le destin a voulu que le "disciple" mourut peu avant le "maître" (ces termes étant employés par pure commodité, car l'un comme l'autre les refusaient "courtoisement mais fermement"), puisque Julius Evola s'éteignit quelques mois après la disparition de Romualdi, le 11 juin 1974.
Rien ne saurait mieux communiquer au lecteur l'"esprit" du présent essai que cette citation d'Adriano Romualdi: "Ce que je ne pardonne pas à mon époque, ce n'est pas tant d'être méprisable que d'en être réduite à chercher dans la diffamation quotidienne des héros un alibi à sa propre abjection".
(Dans cet ouvrage, fondamental pour tout qui s'intéresse à l'oeuvre d'Evola, Romualdi retrace l'itinéraire de l'auteur de ***Chevaucher le Tigre****, depuis sa jeunesse avant-gardiste et dadaïste, en passant par sa découverte de l'ethos bouddhique, la "doctrine de l'Eveil. Romualdi, germaniste, sait aussi dégager les influences allemandes sur l'oeuvre d'Evola).*



Dietsland-Europa, nr. 6/7 (1985), **"Julius Evola-Nummer"**, 32 bladzijden, 65 BF + 10 BF (postzegels).

La revue **Dietsland-Europe** vient de faire paraître une numéro spécial consacré à la personne et à l'oeuvre de Julius Evola. Publié sous la direction de Frank **GOOVAERTS**, ce recueil contient diverses contributions dont: **De decadentiefilosofie van Julius Evola. Een eerste kennismaking** (la philosophie de la décadence chez JE. Une première approche) par le Prof. Dr. Dr. Piet **TOMMISSEN; Julius Evola en het fascisme**, par Roeland **RAES; Evola, Duitsland en het Rassenprobleem** (Evola, l'Allemagne et le problème des races) par Robert **STEUCKERS**; et, enfin, en guise d'introduction et par **GOOVAERTS** lui-même, **Julius Evola of de beknopte biografie van een "Einzelgänger"** (JE ou la biographie brève d'un "solitaire").
Un dossier qui fait le tour de la question et qui complète parfaitement la lecture de l'ouvrage de Romualdi, récemment paru (Cf. ci-contre).



Jos **VINKS, Vlaamse Beweging wat is dat ?**, Oranjejeugd in samenwerking met de Vereniging van Vlaams-nationale Auteurs, Malle, 1985, 64 bladzijden, 225 FB + 18 FB (port)

Un brillant résumé de ce qu'est le mouvement flamand, largement ignoré extra muros dans ses assises intellectuelles. De nombreuses photographies et facsimilés illustrent la brochure. Jos **VINKS** parvient à mettre en exergue l'essentiel. Et cet essentiel est, en fait, qu'on le veuille ou non, la dynamique de l'histoire de Belgique depuis 1830.

AUTRES TITRES DISPONIBLES:

Le forme del politico. Idee della Nuova Destra. Textes d'Acquaviva, Borghi, Bozzi Sentieri, Cacciari, Campi, Cochetti, de Benoist, del Ninno, Faye, Finzi, Gentile, Nanni, Solinas, Tarchi, Tomasini, Tomatis, Visani, Zanon. 190 pages. Prix: 400 FB + 27 FB (port) ou 63 FF + 5 FF (port).

Julius **EVOLA, Eléments pour une éducation raciale**, 570 FB + 18 FB (port).

Alain **de BENOIST** / Pierre **VIAL, La Mort. Traditions Populaires, histoire et actualité**, 400 FB + 18 FB (port).

Guillaume **FAYE, Sexe et idéologie**, 70 FB + 10 FB (port).

Pierri **ZIND, Elsass-Lothringen / Alsace-Lorraine. Une nation interdite. 1870-1940.** 691 pages ! Prix 650 FB (port inclus).

Guillaume **FAYE**, Patrick **RIZZI**, Patrick **SIMON**, Robert **STEUCKERS, Lecture de Heidegger** (nombreuses illustrations), 370 FB (port inclus). Avec en complément: **Idée prussienne, destin allemand** (par Alain **de BENOIST**, Gérard **NANCES** et Robert **STEUCKERS**. Traductions inédites de textes de **SPENGLER** et **MOELLER van den BRUCK**.